

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MARS 1934.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO MARI 1934.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger.	61 fr.	37 fr.	20 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.	1 50
Annonces commerciales et avis divers :	4 fr.
Les mêmes renouvelées.	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.	1 40

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE.

1933

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

15 août.....	Décret relatif au recrutement, au congédiement et à la réforme des marins et militaires de l'armée de mer ainsi qu'à la formation des élèves officiers de réserve de la marine (Arrêté de promulgation n° 84 c., du 12 février 1934)	87
Extraits.....		408
Distinction honorifique.....		408

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1934

	Décisions du Conseil du Contentieux administratif. — Audience du 23 décembre 1933.	408
21 février.....	Arrêté n° 405 s. g., organisant le contrôle et le battage des animaux en vue de la consommation et le battage de la viande.	410
23 février.....	Arrêté n° 406 s. g., modifiant les dispositions de l'article 14 relatif à l'expertise de l'arrêté du 29 mars 1926, réglementant la cueillette, le transport et la préparation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie.	412
23 février.....	Arrêté n° 407 s. g., portant approbation du budget de la Chambre de Commerce.	412
23 février.....	Arrêté n° 409 s. g., rapportant l'arrêté n° 374 du 21 mai 1928 et modifiant celui n° 466 s. g., du 3 juin 1932 sur le régime des déplacements.	412
23 février.....	Arrêté n° 411 j., habilitant certains comptables à l'effet de recevoir les amendes après arbitrage.	414
26 février.....	Arrêté n° 422 j. portant création de Justices de Paix à compétence ordinaire.	414
17 février.....	Arrêté autorisant la formation d'une association agricole à Papeete (Tahiti).	415
28 février.....	Arrêté autorisant la formation d'une association agricole à Haapape-Mahana (Tahiti).	415
28 février.....	Arrêté autorisant la formation d'une association agricole à Parearue (Tahiti).	415
Extraits.....		415

AVIS OFFICIELS

Cabinet du Gouverneur. — Etat indiquant les quantités et la répartition des terres, plants etc., expédiés aux Tuamotu à la date du 1 ^{er} février 1934.	416
Cabinet du Gouverneur. — Liste des plants expédiés à Rapa, Rurutu et Tubuai.	417
Secrétariat Général, 1 ^{er} Bureau. — Avis à MM. les exportateurs de café.	417
Secrétariat Général, 1 ^{er} Bureau. — Avis à MM. les exportateurs de bananes sèches.	417
Infanterie Coloniale. — Avis d'adjudication.	417
Transfert des propriétés. — Avis au public.	417
Transfert des propriétés. — Demandes de vente.	417

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Résumé des Observations Météorologiques du mois de novembre 1933.	419
---	-----

DIVERS

Annonces commerciales et avis divers.	418
---------------------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 84 c., promulguant dans la Colonie, le décret du 15 août 1933, relatif au recrutement, au congédiement et à la réforme des marins et militaires de l'armée de mer ainsi qu'à la formation des élèves officiers de réserve de la Marine.

(Du 12 février 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 c, du 10 septembre 1934;

Vu la circulaire ministérielle n° 2066 1/1 du 27 décembre 1933, prescrivant la promulgation du décret du 15 août 1933, relatif au recrutement, au congédiement et à la réforme des marins et militaires de l'armée de mer ainsi qu'à la formation des élèves officiers de réserve de la Marine.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur le décret du 15 août 1933, relatif au recrutement, au congédiement et à la réforme des marins et militaires de l'armée de mer ainsi qu'à la formation des élèves officiers de réserve de la Marine (J.O.R.F. du 23 août 1933, page 9082).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 février 1934.

L. MONTAGNÉ.

Recrutement, congédiement et réforme des marins et militaires de l'armée de mer, et formation des élèves officiers de réserve de la marine.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 15 août 1933.

Monsieur le Président,

La loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée de mer et l'organisation de ses réserves contient des prescriptions nouvelles qui exigent la refonte des règlements régissant le recrutement des corps de l'armée de mer autres que les corps d'officiers.

Le présent projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction répond à cette nécessité.

Il rassemble dans un seul acte toutes les dispositions qui, en cette matière, sont communes aux corps visés ci-dessus, à savoir: celles qui concernent les engagements, les rengagements, la levée des inscrits maritimes, le choix des recrues appartenant aux contingents semestriels, les changements de corps, le congédiement, la réforme, l'affectation aux corps d'épreuve, la formation des élèves officiers, ainsi que l'organisation administrative du recrutement.

Toutes ses questions ont été traitées en se proposant pour objectif principal une sélection rigoureuse des hommes à toutes les étapes de leur carrière.

Les règles adoptées tendent toutes à assurer à la marine un personnel de choix offrant toutes les garanties d'aptitude physique, de capacité professionnelle et de moralité.

Le présent projet de décret ne contient aucune disposition concernant l'admission dans le cadre de maistrance qui, aux termes de l'article 12 de la loi du 13 décembre 1932, peut être institué par décret dans chacun des corps de l'armée de mer.

C'est que l'admission dans ces cadres de maistrance qui, jusqu'à maintenant, pouvait être considérée comme un simple mode de recrutement analogue au commissionnement, équivaudra désormais à un changement de statut pour les sous-officiers de carrière de l'armée de mer. Ce statut sera déterminé par le R. A. P. prévu à l'article 12 de la loi du 13 décembre 1932.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir revêtir de votre signature le présent projet de décret et vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre de la marine.
GEORGES LEYGUES.

DÉCRET

(Du 15 août 1933).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Vu la loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée de mer et l'organisation de ses réserves;

Vu le décret du 17 juillet 1908, refondu le 15 juillet 1914, définissant l'armée de mer et portant réorganisation du corps des équipages de la flotte;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Composition de l'armée de mer.

Article 1^{er}. — L'armée de mer relève du ministre de la marine. Elle comprend :

a) Des corps d'officiers dont l'énumération est donnée à l'article 2 de la loi du 4 mars 1929 :

b) Des corps et personnels énumérés à l'article 2 ci-après.

Corps de non-officiers.

Art. 2. — Les corps et personnels de l'armée de mer autres que les corps d'officiers sont :

Le corps des équipages de la flotte;

Le personnel des musiques de la flotte;

Le corps des marins de directions de port;

Le corps des pompiers de la marine;

Le corps des guetteurs sémaphoriques;

Le corps des surveillants militaires des arsenaux;

Les corps de marins indigènes.

Corps dans lesquels s'accomplit le service actif obligatoire.

Art. 3. — 1. Le service militaire obligatoire s'accomplit exclusivement dans les corps et personnels ci-après :

Corps des équipages de la flotte;

Personnel des musiques de la flotte;

Corps de marins indigènes (pour les indigènes des colonies et pays de protectorat).

2. — L'admission dans les autres corps ou personnels de l'armée de mer ne peut être autorisée qu'en faveur d'hommes ayant rempli leurs obligations militaires dans l'armée active.

Modes de recrutement de l'armée de mer.

Art. 4. — 1. — Les corps et personnels de l'armée de mer visés au paragraphe 1^{er} de l'article précédente se recrutent par les moyens ci-après :

a) Admission dans les écoles préparatoires de la marine;

b) Engagement volontaire;

c) Levée des inscrits maritimes définitifs;

d) Appel des recrues des contingents semestriels;

e) Rengagement.

2. — Les autres corps, à l'exception des corps d'officiers, ne se recrutent que par rengagement.

Marins indigènes.

Art. 5. — Les dispositions qui suivent ne sont pas applicables aux corps de marins indigènes, dont le recrutement est organisé par des décrets particuliers à chacun d'eux.

CHAPITRE II

ENGAGEMENTS VOLONTAIRES

Durée des engagements.

Art. 6. — La durée des engagements est fixée suivant les règles ci-après :

1^o Les élèves des écoles préparatoires contractent un engagement d'une durée de cinq ans augmenté du temps de scolarité postérieur à la signature de l'acte d'engagement;

2^o Les élèves des écoles de la marine formant des officiers de carrière contractent un engagement d'une durée de six ans majorée comme il est dit au paragraphe précédent;

3^o Les jeunes gens autres que ceux visés aux deux paragraphes précédents ne peuvent souscrire que des engagements dont la durée est de cinq ans, s'ils ont dix-sept ans révolus et moins de dix-huit ans et de trois, quatre ou cinq ans s'ils sont âgés de dix ans révolus.

Toutefois, le ministre de la marine peut, suivant les circonstances, suspendre la réception des engagements ou la limiter aux engagements d'une certaine durée;

4° En plus des engagements visés au paragraphe 3 ci-dessus, les inscrits maritimes définitifs peuvent, dans les limites fixées par le ministre de la marine, contracter des engagements de deux ans;

5° Les jeunes gens âgés de dix-huit ans au moins qui ne sont pas inscrits maritimes à titre définitif et qui possèdent certains brevets ou certificats énumérés dans un arrêté ministériel, peuvent être autorisés, dans les limites fixées par le ministre de la marine, à contracter un engagement, dit de devancement d'appel, d'une durée d'un an.

Engagements provisoires.

Art. 7. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article 9 ci-après, les engagements dans les corps de l'armée de mer autres que les corps de marins indigènes sont définitifs.

Toutefois, en vertu de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1932, il peut être dressé un acte d'engagement provisoire dans chacun des cas ci-après :

a) Si le candidat à l'engagement se trouve en subsistance dans un dépôt des équipages de la flotte;

b) S'il y a de fortes présomptions que le candidat remplisse les conditions exigées pour s'engager;

c) Si le ministre de la marine a décidé qu'il serait reçu momentanément des engagements provisoires à cause des difficultés de recrutement.

Annulation des engagements.

Art. 8. — 1° Les engagements provisoires peuvent être annulés dans les trois mois qui suivent l'incorporation.

Dès qu'il est constaté qu'un engagé provisoire ne satisfait pas à toutes les conditions légales, l'autorité dont relève ce marin adresse au ministre une demande d'annulation d'engagement motivée;

2° Les engagements définitifs entachés d'un vice fondamental qui les frappe de nullité absolue peuvent être rompus à toute époque.

Les demandes d'annulation de ces engagements sont transmises au ministre qui statue ou renvoie la contestation devant les tribunaux.

Résiliation des engagements.

Art. 9. — Les engagements peuvent être résiliés pour les motifs et dans les conditions ci-après : (1)

1° Dans les trois mois qui suivent la date de l'engagement définitif :

a) Sur la demande de l'intéressé, s'il ne peut obtenir le brevet provisoire ou être admis à suivre l'instruction de spécialité qu'il a choisie ou de l'une des spécialités mentionnées sur son acte d'engagement;

b) Sur la proposition de l'autorité dont relève l'engagé, s'il est jugé impropre à rendre de bons services;

2° A condition qu'il ait déjà terminé son service obligatoire, l'engagé peut obtenir la résiliation de son engagement si, par suite de décès ou d'incapacité physique survenus dans sa famille depuis son incorporation, il est devenu le soutien indispensable de ses ascendants ou de ses frères et sœurs;

(1) Par mesure spéciale, les engagés classés « candidats élèves officiers » par application de la circulaire ministérielle du 12 juillet 1926, modifiée le 24 septembre 1928 et abrogée le 17 mars 1933 pourront, sur simple demande, obtenir la résiliation immédiate de leur engagement.

3° Les engagés réformés temporairement ou classés dans le service auxiliaire peuvent obtenir la résiliation de leur engagement à condition qu'ils ne soient pas en dette et qu'ils remboursent les parts de primes déjà perçues et ne correspondant pas à un service fait.

Les demandes des intéressés ne sont recevables que dans les trois mois de la décision les classant dans le service auxiliaire ou qu'autant qu'une nouvelle décision ne les a pas reconnus aptes au service postérieurement à leur réforme temporaire;

4° Les engagements volontaires peuvent, en dehors des cas prévus au présent article, être résiliés dans les conditions déterminées par les décrets réglementant la discipline et les décrets sur les écoles préparatoires de la marine.

Conditions exigées pour s'engager.

Art. 10. — Tout homme qui demande à contracter un engagement volontaire doit :

1° Satisfaire aux conditions exigées par l'article 6 de la loi sur le recrutement de l'armée de mer;

2° Ne pas être âgé de plus de vingt-cinq ans accomplis, sauf pour les engagements prévus aux articles 17 et 45 ci-après;

3° Satisfaire aux conditions d'instruction, d'aptitude physique et professionnelle déterminées par le Ministre de la marine;

4° N'être lié au service de terre ou de mer ni dans l'armée active, ni dans les réserves, sauf l'exception prévue à l'article 17 du présent décret.

Autorisation d'engagement.

Art. 11. — 1° Tout homme qui demande à s'engager doit faire constater qu'il remplit les conditions requises pour être admis dans le corps des équipages de la flotte;

2° Cette constatation est faite dans les formes prescrites par les autorités maritimes et militaires désignées par le Ministre de la marine;

3° Ces autorités délivrent aux candidats, lorsqu'il y a lieu, un certificat d'acceptation. Cette pièce peut toujours être refusée par l'autorité compétente.

Aucun engagement ne peut être contracté sans la production d'un certificat d'acceptation.

Réception de l'engagement.

Art. 12. — Muni du certificat d'acceptation visé à l'article précédent et des pièces énumérées dans un arrêté du Ministre de la marine, le contractant se présente devant l'autorité maritime qui a délivré le certificat d'acceptation, ou, si cette pièce émane d'un officier de l'armée de terre, devant l'intendant ou l'officier qui le supplée.

Signature de l'acte d'engagement.

Art. 13. — L'acte d'engagement est conforme au modèle n° 1 ou au modèle n° 2 annexés au présent décret, selon que l'engagement est définitif ou provisoire.

2° Avant la signature de l'acte, l'officier visé à l'article précédent donne lecture au contractant :

a) des conditions exigées par les articles 6 et 7 de la loi sur le recrutement de l'armée de mer;

b) des articles 9, 14 et 59 du présent décret, et de l'article 99 de la loi du 13 décembre 1932, qui prescrit de poursuivre comme insoumis les engagés volontaires qui ne se rendent pas à destination dans les délais prescrits;

c) de l'acte d'engagement.

3^o Aussitôt après la signature de l'acte d'engagement, l'engagé volontaire en reçoit une expédition. Les certificats et les autres pièces produites par l'engagé restent annexés à la minute de l'acte.

Mise en route des engagés — Date initiale de leurs services.

Art. 14. — 1^o Au vu de la copie de l'acte d'engagement l'autorité maritime ou militaire délivre à l'engagé une feuille de route.

2^o L'engagé se conforme aux indications portées sur sa feuille de route et se rend à destination dans les délais fixés par cette feuille de route. Ces délais ne peuvent excéder quatre jours.

3^o Le temps de service de l'engagé compte du jour où a été signé l'acte d'engagement, ou, s'il s'agit d'élèves d'une école d'officiers, du jour de l'admission dans cette école.

Epoque des engagements.

Art. 15. — 1^o Les engagements sont admis à toute époque de l'année.

Toutefois, suivant les besoins du service, ils peuvent être suspendus en totalité ou partie par une décision du Ministre de la marine.

2^o Les jeunes gens inscrits par le conseil de revision sur la première partie de la liste de recrutement cantonal peuvent contracter un engagement jusqu'au 14 avril ou 14 octobre, selon qu'ils appartiennent à la première ou à la deuxième partie du contingent.

3^o Ceux qui appartiennent à une classe déjà incorporée ne peuvent être autorisés à se lier au service de l'armée de mer que s'ils se trouvent dans l'un des cas suivants : ajournés, en sursis d'incorporation, omis, excusés.

Engagements de devancement d'appel.

Art. 16. — 1^o Les engagements spéciaux dits « de devancement d'appel », visés à l'article 6 ci-dessus, sont reçus dans la limite des besoins aux époques fixées par le Ministre ;

2^o La faculté de contracter un engagement de l'espèce cesse pour chaque candidat, le jour où commence l'incorporation du contingent qui précède celui auquel il appartient par son âge.

Toutefois, les titulaires du brevet militaire de pilote d'avion peuvent souscrire cet engagement jusqu'à la date fixée par l'article 15 du présent décret ;

3^o L'acte d'engagement de devancement d'appel est conforme au modèle n° 3 annexé au présent décret.

Engagements pour la durée de la guerre.

Art. 17. — 1^o En temps de guerre, il peut être reçu des engagements volontaires au titre de l'armée de mer pour la durée de la guerre seulement ;

2^o Les engagements de l'espèce ne sont ouverts que sur décision spéciale du Ministre ;

3^o Tout Français qui désire s'engager dans ces conditions doit justifier :

1. Qu'il n'appartient pas à une classe ou à une spécialité mobilisée de l'armée de mer ou de l'armée de terre.

2. Qu'il est sain, robuste et en état de faire campagne.

3. Qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas prévus par les articles 4 et 5 de la loi sur le recrutement de l'armée.

4. Qu'il a obtenu le consentement de ses père, mère ou tuteur, s'il a moins de vingt ans ;

4^o L'acte d'engagement pour la durée de la guerre est conforme au modèle n° 4 annexé au présent décret.

CHAPITRE III

INSCRIPTION MARITIME.

Service militaire des inscrits définitifs.

Art. 18. — 1^o Le régime militaire de l'inscription maritime ne s'applique qu'aux inscrits maritimes définitifs tels qu'ils sont définis à l'article 22 de la loi du 13 décembre 1932.

2^o Tous les inscrits maritimes définitifs accomplissent leur service militaire d'activité dans l'armée de mer, à moins qu'ils n'aient subi des condamnations entraînant leur exclusion de l'armée ou leur affectation à un bataillon d'infanterie légère.

Age de levée des inscrits.

Art. 19. — En temps de paix, tout inscrit maritime définitif est soumis à l'appel sous les drapeaux dès qu'il a atteint l'âge de 20 ans.

En temps de guerre, cet âge peut être abaissé jusqu'à 18 ans par décret.

Procédure de levée.

Art. 20. — 1^o Un ordre d'appel est adressé par l'administrateur du quartier d'immatriculation à tout inscrit atteint par la levée prévue à l'article précédent sauf à ceux qui se trouvent en cours d'embarquement régulier hors de France ou d'Algérie.

2^o Ceux-ci ne sont appelés qu'à leur retour en France ou en Algérie ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de 22 ans. -

3^o Les inscrits maritimes immatriculés en France ou en Algérie et qui exercent la navigation ou la pêche maritimes aux colonies depuis trois ans au moment où ils devraient être appelés sous les drapeaux en vertu des dispositions ci-dessus peuvent être traités comme les inscrits maritimes coloniaux s'ils en font la demande.

Levée des inscrits coloniaux.

Art. 21. — 1^o Les inscrits maritimes immatriculés dans l'une des colonies visées à l'article 109 de la loi du 13 décembre 1932 (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon) sont astreints, pour la levée, aux mêmes conditions d'âge que les inscrits de la métropole.

2^o Ceux qui sont présents dans leur colonie d'origine ne sont pas obligatoirement affectés à l'armée de mer pour l'accomplissement de leur service militaire ; ils peuvent être mis à la disposition de l'autorité militaire de leur colonie par l'autorité maritime. Leur levée n'a lieu que sur autorisation du Ministre de la marine.

3^o Hors de France, d'Algérie ou de leur colonie d'origine, ils ne peuvent être levés pour le service que s'ils en font la demande, s'ils sont libres d'engagement commercial et si le commandant d'un bâtiment de l'Etat, présent sur les lieux, consent à les admettre à son bord.

4^o Ceux qui transportent leur domicile en France ou y font un séjour ininterrompu d'une année au moins, sont astreints, au point de vue de l'appel au service, aux mêmes obligations que les inscrits métropolitains. L'appel a lieu d'office à l'égard de ceux qui ne se présentent pas volontairement.

5. Les inscrits coloniaux qui, sans entrer dans les cas prévus au paragraphe précédent, se trouvent en France et en Algérie, peuvent être levés pour le service sur leur demande.

Les administrateurs de l'inscription maritime soumettent les demandes au Ministre, qui statue et fait connaître en même temps la destination à donner aux intéressés.

Notification des ordres de route aux inscrits qui n'ont pas rallié dans les délais réglementaires.

Art. 22. — 1. Les inscrits maritimes qui n'ont pas répondu à un ordre d'appel ou qui ne sont pas arrivés dans les délais fixés à la destination indiquée sur leur feuille de route, reçoivent un ordre de route établi par l'administrateur du quartier d'immatriculation dans les dix jours qui suivent la date primitivement fixée pour l'incorporation.

2. La notification de cet ordre de route est opérée conformément aux prescriptions de l'article 100 de la loi du 13 décembre 1932.

Les délais de grâce prévus par l'article 99 de ladite loi ont pour point de départ le lendemain de la notification de l'ordre de route.

Ajournement de la levée pour cause de maladie. — Point de départ du service des inscrits.

Art. 23. — 1. Les inscrits maritimes qui ne peuvent se conformer à un ordre d'appel pour cause de maladie, doivent en informer l'administrateur de leur quartier.

2. Les administrateurs de l'inscription maritime font constater par un médecin l'indisponibilité temporaire des ayants-cause et veillent strictement à ce qu'elle ne soit pas prolongée indûment.

3. Le service obligatoire des inscrits maritimes a pour point de départ le jour de leur incorporation effective.

Visite médicale et mise en route des inscrits atteints par la levée.

Art. 24. — 1. Les inscrits maritimes atteints par la levée sont soumis à un examen médical, soit devant un médecin de marine, soit devant un médecin de l'armée de terre, ou, à défaut, devant un médecin civil agréé par le Ministre de la marine marchande.

2. Ceux qui, lors de cet examen, sont reconnus atteints d'infirmités évidentes, les rendant, sans aucun doute possible, impropres au service, sont maintenus dans leurs foyers, et les constatations médicales dont ils ont fait l'objet sont adressées à la commission de réforme maritime compétente.

3. Tous les inscrits maritimes autres que ceux visés au paragraphe précédent, sont dirigés sur le dépôt des équipages de la flotte le plus voisin du lieu où ils ont été visités, à moins qu'ils n'aient été placés en sursis de levée ou qu'en raison de condamnations ils ne soient exclus de l'armée ou ne doivent être incorporés dans un bataillon d'infanterie légère.

Un arrêté ministériel fixe la procédure à suivre pour la levée des inscrits exclus de l'armée ou destinés à un corps d'épreuve de l'armée de terre.

4. Tous les inscrits maritimes levés pour le service de l'armée de mer sont présentés devant une commission de réforme maritime dans les trois mois qui suivent leur incorporation, quel qu'ait été le résultat de la visite médicale subie antérieurement par eux.

5. La commission de réforme prévue au paragraphe précédent se conforme aux prescriptions des articles 62 et 68 du présent décret.

Dates d'incorporation.

Art. 25. — 1. Les inscrits maritimes sont soumis à la levée permanente dans les conditions indiquées aux articles 19, 20 et 21 ci-dessus.

2. Exceptionnellement, les inscrits visés aux articles 62 et 63 de la loi du 13 décembre 1932 ne peuvent être incorporés

que le jour à dater duquel un contingent est mis à la disposition du Ministre de la guerre en vertu de l'article 42 de la loi sur le recrutement de l'armée.

Il en est de même des inscrits maritimes définitifs titulaires de certains brevets d'ingénieur qui désirent être admis au cours d'élève aspirant mécanicien de réserve, par application de l'article 40, 2^e, du présent décret.

CHAPITRE IV

APPEL DES RECRUES DES CONTINGENTS SEMESTRIELS.

Appel des hommes du contingent.

Art. 26. — Une instruction interministérielle (guerre et marine) fixe les conditions dans lesquelles des recrues sont prélevées pour les besoins de l'armée de mer sur les contingents semestriels mis à la disposition du Ministre de la guerre en vertu de la loi sur le recrutement de l'armée.

Appelés susceptibles de bénéficier d'une affectation de faveur.

Art. 27. — A moins qu'ils n'aient demandé à servir dans l'armée de mer, les appelés susceptibles d'être affectés par priorité à une formation militaire voisine de leur domicile à cause de leur situation de famille (1) ne doivent pas être mis à la disposition du Ministre de la marine.

Incorporation des appelés.

Art. 28. — 1. Les recrues destinées à l'armée de mer sont appelées sous les drapeaux par les commandants des bureaux militaires de recrutement et dirigées sur les ports militaires aux dates fixées, pour l'incorporation du contingent dont elles font partie.

2. La recherche des appelés insoumis et les poursuites à exercer contre eux incombent aux autorités qualifiées relevant du Ministre de la guerre.

Visite des appelés déclarés « bons absents » par le conseil de revision.

Art. 29. — Les appelés qui ne sont pas présentés devant le conseil de revision et qui, en conséquence, ont été déclarés aptes au service armé en exécution de l'article 19 de la loi sur le recrutement de l'armée et qui n'auraient pas été soumis à l'examen de la commission de réforme prévue par ledit article, sont dès leur arrivée au dépôt présentés devant la commission de réforme.

Celle-ci statue sur leur cas, soit en les maintenant dans le service armé, soit en prenant à leur égard l'une des décisions prévues à l'article 62 du présent décret.

Affectation des hommes appelés et reconnus impropres au service des équipages de la flotte.

Art. 30. — Les marins provenant du contingent qui sont reconnus au moment de leur incorporation impropres au service armé sont versés dans le service auxiliaire.

Ceux reconnus inaptes au service armé et au service auxiliaire sont réformés temporairement ou définitivement, et remis à la disposition de leur bureau militaire de recrutement.

Dans le cas où ultérieurement ils seraient reconnus aptes au service armé ou auxiliaire ils seraient affectés à un corps ou service de l'armée de terre.

(1) Loi du 31 mars 1928, article 42.

CHAPITRE V

RENGAGEMENTS.

Rengagements.

Art. 31. — 1. Les inscrits maritimes définitifs, les appelés et les engagés renvoyés dans leurs foyers qui demandent à reprendre du service et ceux présents sous les drapeaux qui désirent continuer à servir après l'expiration de leur lien sont tenus de contracter un rengagement.

Cette règle s'applique même aux inscrits maritimes provisoires qui usent de la faculté que leur accorde l'article 42 de la loi du 13 décembre 1932 en demandant à accomplir la même durée de service que les inscrits définitifs incorporés en même temps qu'eux.

2. Les rengagés, en dehors de l'admission dans un cadre de maistrance, ne peuvent être maintenus sous les drapeaux ou reprendre du service que s'ils ont été autorisés à contracter un nouveau engagement.

3. Les militaires de l'armée de terre admis à servir dans l'armée de mer doivent contracter un rengagement.

Durée des rengagements.

Art. 32. — 1. La durée des rengagements est de six mois, d'un, de deux, trois, quatre ou cinq ans.

Elle peut être d'un nombre de jours quelconque compris entre six mois et cinq ans, de manière à permettre aux rengagés de remplir exactement les conditions de service exigées par les règlements pour être admis dans une école, être envoyés en campagne, admis à pension, etc..

2. Exceptionnellement, le Ministre de la marine peut autoriser la réception de rengagements pour un temps indéterminé, tel que la durée d'une expédition, d'une croisière, etc., etc..

3. L'acceptation des rengagements peut toujours être limitée par le Ministre de la marine à ceux d'une certaine durée.

4. Les rengagements ne sont renouvelables que jusqu'à 25 années de services effectifs, sauf pour les catégories de personnel désignées par le Ministre de la marine conformément à l'article 10 de la loi du 13 décembre 1932.

Epoque des rengagements.

Art. 33. — 1. Les rengagements ne peuvent être souscrits que dans le cours de la dernière année de service, sauf lorsqu'il s'agit de marins devant contracter un nouveau lien pour pouvoir être, soit admis dans une école de la marine, soit désignés pour faire campagne, soit destinés à un service à terre aux colonies.

2. Le point de départ des rengagements est fixé comme suit :

a) Pour les hommes accomplissant leur service obligatoire (appelés et inscrits maritimes levés) au jour de leur passage dans la disponibilité ;

b) Pour les engagés ou les rengagés présents sous les drapeaux, au lendemain du terme de leur engagement ou de leur rengagement ;

c) Pour les inscrits congédiés avant d'avoir accompli deux ans de service : au jour de leur passage dans la disponibilité si leur engagement est contracté antérieurement à cette date ;

d) Pour les hommes présents dans leurs foyers en dehors des cas prévus au paragraphe c) ci-dessus, au jour de la signature de l'acte de rengagement.

Commissions de rengagement.

Art. 34. — 1. Les rengagements ne peuvent être autorisés que sur la proposition de commissions spéciales dites « commissions de rengagement » instituées (1) :

a) Dans les ports, chefs-lieux de régions ou sièges d'arrondissements maritimes ;

b) Dans les services à terre désignés par le Ministre ;

c) Dans les forces navales indépendantes et dans la division d'instruction ;

d) Dans les forces navales détachées et à bord des bâtiments détachés ou relevant directement du Ministre.

2. Pour les bâtiments détachés ou relevant directement du Ministre, stationnés à proximité des commissions instituées à terre, les rengagements sont soumis à l'examen des dites commissions.

3. Ces commissions sont composées de la manière suivante :

1^o A Cherbourg, Brest, Lorient et Toulon ;

Commandant du dépôt, Président.

Officier en second.

Lieutenant de vaisseau du dépôt ou un officier du service auquel appartient l'intéressé.

Médecin-major du dépôt.

Un officier du bureau maritime de recrutement assiste aux réunions de la commission à titre consultatif.

A Rochefort :

Commandant du R. M. R., Président.

Un lieutenant de vaisseau et un médecin de 1^{re} classe en service à Rochefort.

2^o A Bizerte, à Alger, dans les services à terre désignés par le Ministre et dans les forces navales :

Un officier supérieur de marine, Président.

Un officier subalterne de marine.

Un officier du corps de santé de la marine.

3^o A bord des bâtiments :

L'officier en second, Président.

Un officier subalterne de marine.

Un officier du corps de santé de la marine.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, un officier subalterne mécanicien peut remplacer un officier subalterne de marine pour les mécaniciens et chauffeurs.

4. En cas d'impossibilité de constituer la commission telle qu'elle est prévue au paragraphe 3, la commission est composée au moyen des officiers présents et peut être réduite au seul officier commandant.

5. La commission dresse, après chacune de ses réunions, un procès-verbal de ses opérations comprenant les hommes examinés par elle et indiquant ses propositions à leur égard.

6. Sauf décision contraire du Ministre, les préfets maritimes et les chefs d'arrondissements maritimes statuent définitivement sur les propositions des commissions instituées dans les services de leur ressort.

Dans les forces navales, à bord des bâtiments et dans les commandements de la marine aux colonies, la décision est prise par l'autorité maritime relevant directement du Ministre ou de l'autorité qui en a provisoirement les attributions.

7. Le mode de fonctionnement des commissions de rengagement est déterminé par un arrêté ministériel (2).

(1) Mode de fonctionnement des commissions de rengagement (dépeche manuscrite du 29 octobre 1908).

(2) Arrêté sur le service courant des équipages de la flotte.

Conditions à remplir pour les rengagements

Art. 35.—1. Les demandes de passage d'un corps à l'autre dans l'armée de mer, accompagnées de l'avis de l'autorité maritime dont relèvent les intéressés, sont transmises à l'autorité qualifiée pour instruire la demande d'admission dans le nouveau corps.

Celle-ci vérifie l'aptitude et statue sur la demande ou la transmet à l'autorité qualifiée pour prononcer l'admission dans ce corps.

2. Les quartiers-maîtres et les brevetés dont l'aptitude est jugée insuffisante, sans cependant motiver le refus ne peuvent être rengagés, les premiers que comme matelots brevetés ou comme matelots sans spécialités, les seconds que comme matelots sans spécialités.

3. Tout homme qui a quitté le service depuis plus de trois ans ne peut plus être rengagé dans les équipages de la flotte que par une décision spéciale du ministre de la marine.

4. Les hommes qui demandent, en cours de campagne, à bénéficier des mesures de congédiement anticipé ou régulier ne peuvent, à leur retour en France, être rengagés qu'après un délai fixé par le ministre.

Marins qui doivent être refusés.

Art. 36.—1. Les hommes condamnés ou punis pour des faits entachant l'honorabilité et ceux qui se sont signalés par leur mauvaise conduite sont rigoureusement écartés.

2. Tout homme qui a été refusé par une commission de rengagement pour défaut de conduite ou d'aptitude ne peut être accepté ultérieurement.

3. Les engagés volontaires libérés par anticipation à la suite de la résiliation de leur lien en raison d'une condamnation ou après avis d'un conseil de discipline ne peuvent jamais être admis à contracter un rengagement.

Frais de route aux candidats convoqués par la commission de rengagement.

Art. 37.—1. Il est accordé des frais de route aux marins congédiés que le commandant du dépôt a invités à se présenter au port, après examen de leur dossier par la commission de rengagement.

2. Il est alloué des frais de route, soit pour retourner dans leurs foyers, soit pour se rendre à tout autre point moins éloigné, à ceux de ces marins qui sont refusés par la commission de rengagement.

3. En aucun cas, les marins congédiés n'ont droit, soit pour l'aller, soit pour le retour, au tarif militaire sur les voies ferrées.

Primes de rengagement.

Art. 38.— Conformément à l'article 14 de la loi du 13 décembre 1932, une prime peut être accordée aux quartiers-maîtres et marins rengagés dans le corps des équipages de la flotte.

Les conditions de la concession de ces primes sont déterminées par le décret sur la solde des marins des équipages de la flotte (1).

Réception et résiliation des actes de rengagement.

Art. 39.—1. Les actes de rengagement sont reçus : dans les ports chefs-lieux de régions ou sièges d'arrondissements

par le chef du service de la solde, dans les forces navales, par le commissaire chef du service intendance ; en Corse, en Algérie et dans les colonies, par le chef du service administratif ; à bord des bâtiments, par le commissaire ou par le commandant chargé de l'administration ; dans les services à terre de la métropole désignés par le ministre, soit par l'officier chargé du service administratif, soit par le commandant chargé de l'administration, soit par les administrateurs de l'inscription maritime lorsque le décret organique du corps au titre duquel le rengagement doit être établi les habilite à cet effet.

2. Les actes sont inscrits sur un registre à souche ; ils sont signés par le contractant et l'autorité administrative qui les a reçus.

3. Les rengagements peuvent être résiliés pour raisons de famille ou motifs de discipline dans les mêmes cas que les engagements.

Ils peuvent aussi être résiliés dans les deux cas ci-après :

a) lorsqu'ils ont été souscrits en vue de l'admission dans une école si l'intéressé n'a pu être admis ou maintenu à l'école ;

b) en cas de changement de corps ou de nomination à un emploi civil quand le rengagement a été souscrit postérieurement à la demande d'emploi.

CHAPITRE VI

CHANGEMENT DE CORPS.

Changement de corps d'office.

Art. 40.—1. Les engagés, les rengagés et les sous-officiers d'un cadre de maistrance ne peuvent être changés de corps sans leur consentement.

Il n'est dérogé à cette règle qu'à l'égard des marins et militaires de l'armée de mer destinés à une section spéciale du corps des équipages de la flotte ou à un bataillon d'infanterie légère.

2. Les marins et militaires visés au paragraphe précédent peuvent être affectés d'office à une autre spécialité du corps auquel ils appartiennent lorsqu'ils sont devenus physiquement inaptes à celle qu'ils avaient choisie.

Autorisation de changement de corps.

Art. 41.—1. Le passage d'un corps à l'autre dans l'armée de mer ne peut être autorisé en faveur des hommes accomplissant leur service obligatoire d'activité.

2. Les engagés servant au-delà de la durée légale et les rengagés peuvent être autorisés à changer de corps au cours du dernier semestre de leur rengagement ou de leur rengagement.

Passage dans l'armée de mer des appelés de l'armée de terre.

Art. 42.— Le passage de l'armée de terre dans l'armée de mer des militaires présents sous les drapeaux ne peut être autorisé qu'en faveur de ceux qui servent en qualité d'appelés et s'obligent à contracter un rengagement de deux ans au moins au titre de leur nouveau corps.

Passage dans l'armée de terre des hommes de l'armée de mer.

Art. 43.— Les marins et militaires de l'armée de mer ne peuvent pas être autorisés à passer dans un corps de l'armée de terre avant le terme de leur lien, sauf les rengagés entrés dans le dernier semestre de leur rengagement et les appelés.

(1) Décret du 22 octobre 1929 (B.O. p. 779).

Demandes de changement de corps.

Art. 44. — Les demandes de passage d'un corps à l'autre dans l'armée de mer, accompagnées de l'avis de l'autorité maritime dont relève les intéressés, sont transmises à l'autorité qualifiée pour instruire la demande d'admission dans le nouveau corps. Celle-ci vérifie l'aptitude et statue sur la demande ou la transmet à l'autorité qualifiée pour prononcer l'admission dans le corps.

Les demandes de passage d'une armée dans l'autre doivent être accompagnées du consentement des deux chefs de corps ou d'unités intéressées. L'autorisation de changement de corps est toujours donnée en dernier ressort par le commandant en chef ou le général commandant la région sous les ordres duquel sert le postulant. Toutefois, s'il s'agit d'un officier marinier ou d'un sous-officier, la demande doit être transmise au ministre.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES FORMANT DES OFFICIERS DE CARRIÈRE ET AUX ÉLÈVES OFFICIERS DE RÉSERVE DE L'ARMÉE DE MER.

Engagement des élèves des écoles formant des officiers de l'armée de mer.

Art. 45. — 1. Les jeunes gens admis à l'école navale, à l'école des élèves officiers de marine, à l'école des élèves-ingénieurs mécaniciens, à l'école du commissariat de la marine, contractent au titre de l'armée de mer un engagement les liant au service à partir du jour fixé pour l'admission à l'école jusqu'au terme de six ans à compter de leur sortie de l'école.

2. L'acte d'engagement que doivent signer les élèves des écoles visées à l'alinéa précédent est conforme au modèle annexé au présent décret.

Situation des élèves remis au service général.

Art. 46. — 1. Les engagés visés à l'article précédent ne sont astreints à aucun service dans le corps des équipages de la flotte s'ils satisfont aux examens de sortie de l'école et sont nommés officiers.

2. Ceux qui échouent aux examens de sortie ou qui quittent l'école pour une cause quelconque, autre que la réforme, avant d'avoir satisfait aux examens de sortie, sont tenus d'accomplir une année de service dans le corps des équipages de la flotte, à moins qu'ils n'aient accompli une année de service militaire avant leur entrée à l'école.

3. La démission de leur grade d'officier offerte par les anciens élèves des écoles visées à l'article précédent ne peut pas être acceptée avant le terme de leur engagement.

Grade et spécialité à attribuer aux élèves remis au service général.

Art. 47. — 1. Les marins visés aux alinéas 2 et 3 de l'article précédent, sauf ceux renvoyés de l'école par mesure disciplinaire, sont présentés à la commission des spécialités.

Au vu des propositions de cette commission, le ministre de la marine fixe les brevets et, le cas échéant, les grades à leur conférer.

2. Le conseil de discipline de l'école propose le grade et la spécialité à attribuer aux marins visés à l'article précédent renvoyés de l'école par mesure disciplinaire.

Incorporation en qualité d'aspirant de réserve des élèves de certaines écoles.

Art. 48. — 1. Les élèves libres de l'école d'application du

génie maritime et les élèves de l'école normale supérieure, de l'école nationale des eaux et forêts, de l'école nationale supérieure d'aéronautique, de l'école centrale des arts et manufactures, de l'école nationale supérieure des mines, de l'école des ponts et chaussées, de l'école nationale des mines de Saint-Etienne, peuvent demander à accomplir leur service dans l'armée de mer aux conditions fixées par l'article 65 de la loi du 13 décembre 1932.

2. Les demandes des intéressés sont soumises à une commission de classement qui adresse ses propositions au ministre de la marine en tenant compte des besoins de l'armée de mer et des renseignements qu'elle possède sur les candidats, spécialement des notes obtenues par eux aux examens de sortie de leur école et aux cours de préparation militaire.

3. Les candidats figurant sur la liste d'admission arrêtée par le ministre de la marine sont incorporés dans l'armée de mer en qualité d'aspirants de marine de réserve.

4. Après six mois de service et d'instruction maritime accomplis dans des conditions fixées par un arrêté ministériel, ces aspirants peuvent être nommés enseignes de vaisseau de 2^e classe de réserve à condition qu'ils aient été proposés pour ce grade après que leur aptitude a été constatée dans la forme prévue par un arrêté ministériel.

Ils terminent en cette qualité leur service actif obligatoire.

5. Ceux qui n'ont pas été jugés susceptibles d'être nommés enseignes de vaisseau de 2^e classe de réserve dans les conditions indiquées au paragraphe précédent sont, suivant le cas, soit remis immédiatement au service général avec un grade fixé par le ministre de la marine, soit maintenus en instruction pendant un deuxième semestre au terme duquel ils sont nommés enseignes de 2^e classe de réserve ou versés dans les réserves avec un grade fixé par le ministre.

Admission au cours d'élève aspirant de réserve.

Art. 49. — Sont admis, en principe, au cours d'élèves aspirants de réserve prévus par les articles 62, 63 et 64 de la loi du 13 décembre 1932 :

1^o Les inscrits maritimes définitifs ayant subi avec succès l'examen de théorie de lieutenant au long cours ;

2^o Les inscrits maritimes définitifs qui possèdent, soit le diplôme d'élève officier mécanicien de la marine marchande, soit un brevet d'ingénieur délivré par une des écoles désignées par le ministre de la marine ;

3^o Les titulaires de certains diplômes sélectionnés par une commission de classement dans les conditions fixées par le ministre de la marine ;

4^o Les licenciés en droit et les titulaires de certains diplômes énumérés dans un arrêté du ministre de la marine déclarés aptes, après concours, à suivre les cours d'élèves officiers de réserve du commissariat de la marine.

Incorporation des élèves aspirants de réserve.

Art. 50. — 1. Aucun engagé volontaire n'est admis au cours d'élèves aspirants de réserve, sauf dans le cas prévu à l'article 52, paragraphe 1^{er} ci-après.

2. Les élèves aspirants de réserve sont incorporés en qualité de matelots de 2^e classe sans spécialité.

3. Ceux qui remplissent les conditions d'aptitude physique et de moralité requises pour devenir officier de réserve sont immédiatement destinés à un cours d'élève aspirant de réserve.

Les autres sont versés au service général des équipages de la flotte.

Nomination au grade d'aspirant et à celui d'officier de réserve.

Art. 51. — 1. Les élèves aspirants de réserve qui ont subi avec succès les examens de sortie du cours visé à l'article précédent et accompli six mois de service, sont nommés aspirants de réserve dans la limite des places fixées par le ministre de la marine.

2. A la fin de leur premier semestre de grade, les aspirants de réserve subissent un examen dont le programme est fixé par un arrêté ministériel.

Ceux qui ont obtenu des notes suffisantes à cet examen sont nommés enseignes de vaisseau de 2^e classe de réserve ou au grade correspondant dans un autre corps de l'armée de mer, à condition qu'ils aient fait l'objet d'une proposition.

3. Les officiers de réserve visés au paragraphe précédent sont congédiés immédiatement s'ils ne sont pas inscrits maritimes définitifs.

Les inscrits maritimes définitifs, sauf ceux visés à l'article 64 de la loi du 13 décembre 1932, sont congédiés dès qu'ils ont accompli six mois de service dans le grade d'enseigne de vaisseau de 2^e classe de réserve ou d'ingénieur mécanicien de 3^e classe de réserve.

Le lien de ceux qui servaient en vertu d'un engagement ou d'un rengagement souscrit en vertu de l'article suivant est résilié de plein droit.

Admission au cours des inscrits maritimes présents au corps.

Art. 52. — 1. Les inscrits maritimes définitifs qui, au cours de leur service d'activité subissent avec succès l'examen de théorie de lieutenant au long cours ou d'élève officier mécanicien de la marine marchande, ne sont envoyés au cours d'élève aspirant de marine de réserve que s'il leur reste dix-huit mois de service à accomplir, à compter de la prochaine ouverture dudit cours, soit en exécution de l'article 31 de la loi du 13 décembre 1932, soit en vertu d'un engagement volontaire.

2. — Le ministre de la marine peut autoriser l'admission au cours d'élèves aspirants de réserve à condition qu'ils contractent un rengagement sans prime ayant pour effet de porter à dix-huit mois la durée de leur service à compter de l'ouverture dudit cours :

a) Des inscrits maritimes définitifs qui, au cours de leur premier lien subissent avec succès l'examen de théorie de lieutenant au long cours ou d'élève officier mécanicien de la marine marchande et qui ont moins de dix-huit mois de service à accomplir ;

b) Des inscrits maritimes définitifs, titulaires des mêmes diplômes renvoyés dans leurs foyers après avoir satisfait à leurs obligations d'activité.

Remise au service général en cas d'échec aux examens pour l'obtention du grade d'aspirant.

Art. 53. — 1. Les élèves aspirants de réserve qui n'ont pas été nommés aspirants pour tout autre motif que des raisons de santé sont versés au service général du corps des équipages de la flotte pour y terminer leur service légal.

Ceux qui ont contracté un rengagement pour pouvoir être admis au cours d'élèves aspirants de réserve, conformément à l'article précédent, sont congédiés, après résiliation de ce rengagement dès qu'ils ont accompli leur service légal ou leur engagement volontaire.

2. Les élèves aspirants de réserve astreints à deux années de service en vertu de la loi ou de leurs engagements, qui

pour des raisons de santé, n'ont pu être nommés aspirants à l'issue du cours peuvent être autorisés à le suivre pendant une deuxième période.

Remise au service général des aspirants qui ne sont pas nommés officiers de réserve.

Art. 54. — 1. Les aspirants de réserve, qui pour tout autre motif que des raisons de santé, n'ont pas été nommés officiers de réserve sont remis au service général du corps des équipages de la flotte avec un grade fixé par le ministre de la marine pour y terminer leurs obligations légales d'activité ou être congédiés s'ils y ont déjà satisfait.

2. Ceux qui ont contracté un engagement dans les conditions prévues à l'article 52 ci-dessus sont congédiés après résiliation de ce rengagement, dès qu'ils ont accompli leur service légal ou leur engagement volontaire.

3. Si la durée de leur lien le permet, le ministre peut retarder de six mois la remise au service général des aspirants de réserve, qui pour des raisons de santé n'ont pu subir avec succès l'examen prévu à l'article 51 ci-dessus.

Congédiement des élèves officiers de la marine marchande (pont et machine).

Art. 55. — Les inscrits maritimes visés aux articles 62 et 63 de la loi du 13 décembre 1932 qui ont bénéficié soit des dispositions de l'article 53, paragraphe 2, soit de celles de l'article 54, paragraphe 3 ci-dessus ne sont congédiés qu'après avoir accompli six mois de service dans le grade d'enseigne de vaisseau de réserve.

Ceux qui ont bénéficié cumulativement de ces mêmes dispositions sont congédiés aussitôt après leur nomination à ce grade.

Remise au service général en cours de période d'instruction.

Art. 56. — 1. Les élèves aspirants de réserve peuvent être remis au service général pour manque d'aptitude, inconduite ou indiscipline.

2. Les aspirants de réserve qui, pour une raison quelconque, sont reconnus incapables de devenir officiers de réserve, sont privés de leur grade et remis au service général sans attendre qu'ils aient six mois de grade.

3. Ces mesures sont prises, sur la proposition des autorités maritimes dont ils relèvent, par le ministre de la marine, qui fixe le grade à attribuer à ces marins.

Incorporation d'étudiants, en médecine, en chirurgie et en art dentaire.

Art. 57. — 1. Sont admis comme matelots de 3^e classe infirmiers dans la limite des besoins fixés par le ministre de la marine et sur la proposition d'une commission de classement, les étudiants en médecine, pharmacie ou art dentaire, titulaires des diplômes ou possédant les inscriptions prévues aux alinéas a) et b) de l'article 37 de la loi du 31 mars 1928, qui ont demandé à accomplir leur service militaire obligatoire dans l'armée de mer.

2. Ces matelots peuvent, après six mois de service, être nommés médecins, pharmaciens ou dentistes auxiliaires, grade correspondant à celui de premier-maître, s'ils ont fait l'objet d'une proposition.

3. Ceux qui, après six mois de service dans le grade de médecin, pharmacien ou dentiste auxiliaire sont proposés pour le grade de médecin, pharmacien ou chirurgien dentiste

de 3^e classe de réserve sont nommés à ce grade immédiatement s'ils possèdent le diplôme de docteur en médecine, de pharmacien ou de chirurgien dentiste ou ultérieurement lorsqu'ils obtiennent ce diplôme.

CHAPITRE VIII

EXCLUSION DE L'ARMÉE DE MER ET AFFECTATION AUX BATAILLONS D'INFANTERIE LÉGÈRE

Exclusion de l'armée de mer et affectation aux bataillons d'infanterie légère des inscrits maritimes avant leur appel au service.

Art. 58.—1. Les inscrits maritimes qui ont subi avant leur appel au service une condamnation à une peine criminelle ou à l'une des peines correctionnelles visées à l'article 4 de la loi sur le recrutement de l'armée sont exclus des armées de terre et de mer.

Ils sont mis, pour le temps du service actif et en cas de mobilisation, à la disposition des départements de la guerre ou des colonies.

2. Les inscrits maritimes qui ont encouru avant leur levée une des condamnations énumérées au paragraphe a) de l'article 5 de la loi précitée sont affectés obligatoirement et directement par l'administrateur de l'inscription maritime dont ils relèvent à un bataillon d'infanterie légère, et remis à l'autorité militaire.

3. Les inscrits qui ont été condamnés à l'une des peines prévues au paragraphe b) de l'article 5 de la loi sur le recrutement de l'armée, sont incorporés, sauf décision contraire du ministre de la marine, dans le corps des équipages de la flotte pendant une période d'épreuve de trois mois.

A la fin du troisième mois de leur présence, ceux dont on demande l'envoi aux bataillons d'infanterie légère sont l'objet d'un rapport motivé au ministre de la marine, qui statue sur leur maintien définitif à un corps de l'armée de mer ou sur l'envoi aux bataillons d'infanterie légère.

En cas de faute grave commise pendant la durée de leur temps d'épreuve, les inscrits peuvent être immédiatement traduits devant un conseil de discipline en vue de leur affectation aux bataillons d'infanterie légère.

L'affectation est prononcée par le ministre de la marine.

La même mesure peut être prise pour le même motif à l'égard de ceux qui ont été maintenus dans le corps des équipages de la flotte après épreuve.

Conséquences des condamnations encourues par les marins présents sous les drapeaux au point de vue de leur lien au service et de leur affectation.

Art. 59. — Les officiers marinières et marins de toutes provenances (inscrits, appelés, engagés ou rengagés) qui pendant leur présence sous les drapeaux ont encouru une condamnation à une peine criminelle ou à l'une des peines correctionnelles visées à l'article 4 de la loi sur le recrutement de l'armée sont exclus de l'armée de mer du jour où la sentence est devenue définitive.

L'exclusion emporte la résiliation des engagements ou rengagements en cours.

2. Pendant leur présence sous les drapeaux, les marins sont mis à la disposition du ministre de la guerre pour être affectés à un bataillon d'infanterie légère dans le cas et selon les conditions ci-après :

1^o D'office, par l'effet de la loi :

a) Ceux qui ont encouru depuis leur incorporation des condamnations sans sursis visée à l'article 5 a de la loi sur le recrutement de l'armée (1) ;

b) Ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement pour une infraction militaire qualifiée crime ;

2^o Par décision ministérielle, sur la proposition d'un conseil de discipline :

a) Ceux qui ont encouru depuis leur incorporation des condamnations visées à l'article 5 b de la loi sur le recrutement de l'armée ;

b) Ceux qui, avant ou après leur incorporation, ont été condamnés avec sursis dans les conditions prévues aux articles 5 et 6 (5^e alinéa) de la loi sur le recrutement de l'armée, exception faite pour les souteneurs ;

c) Ceux qui ont encouru, avant leur incorporation, des condamnations prévues au paragraphe b de l'article 5 de ladite loi ;

d) Ceux qui ont été condamnés, avant leur incorporation, à un emprisonnement inférieur à six mois pour délit prévu au paragraphe b. 1^o de l'article 5 de la même loi ou à un emprisonnement inférieur à un mois pour délit prévu au paragraphe b, 2^o du même article.

3.— La décision d'envoi aux bataillons d'infanterie légère ne peut être prise que pour inconduite grave. De plus pour les marins visés au paragraphe précédent (2^o, b, c et d) du présent article, cette mesure ne peut être prise que trois mois au moins après leur incorporation.

Le conseil de discipline prévu à ce même paragraphe (2^o) peut proposer la résiliation de l'engagement ou du rengagement des marins traduits devant lui.

4^o Ne doivent pas être destinés aux bataillons d'infanterie légère :

1^o Les sous-officiers de carrière (2) ;

2^o Les marins de tous grades ayant droit à pension qui sont mis à la retraite ;

3^o Les marins de tous grades dont l'engagement ou le rengagement a été résilié par le Ministre ;

4^o Les marins de tous grades ayant moins de quatre mois de services à accomplir, qui sont destinés à une section spéciale.

Réintégration dans l'armée de mer des marins affectés aux bataillons d'infanterie légère.

Art. 60.—1. Les hommes de l'armée de mer incorporés dans les bataillons d'infanterie légère, qui se seront fait remarquer devant l'ennemi, qui ont accompli un acte de courage ou de dévouement, peuvent être réintégrés dans l'armée de mer, par décision du Ministre de la marine prise sur la proposition de leurs chefs hiérarchiques.

2. Tout marin affecté à un bataillon d'infanterie légère, par suite d'une condamnation pour infraction militaire, est, *ipso facto*, réintégré dans l'armée de mer lorsqu'il a obtenu, postérieurement à l'infraction, une citation à l'ordre.

3. La réintégration susvisée du marin cité à l'ordre est subordonnée à la décision du Ministre de la marine, lorsque l'affectation à un bataillon d'infanterie légère a été motivée

(1) Le sursis accordé aux souteneurs ne les soustrait pas à l'envoi aux bataillons d'infanterie légère.

(2) En attendant la publication du règlement d'administration publique prévu par l'article 12 de la loi du 13 décembre 1932, bénéficieront de cette disposition les officiers marinières du cadre de maistrance.

par une ou plusieurs condamnations tombant sous le coup de l'article 5 (§§ a et b) de la loi sur le recrutement de l'armée.

4. Les inscrits maritimes incorporés directement dans les bataillons d'infanterie légère et les marins affectés à ce corps d'épreuve au cours de leur service obligatoire, peuvent, après un an de bonne conduite, être proposés pour la réintégration dans l'armée de mer.

*Affectation aux bataillons d'infanterie légère
dans les réserves*

Art. 61. — 1. Les hommes de l'armée de mer ayant accompli tout ou partie de leur service actif dans les bataillons d'infanterie légère, qui n'ont pas été jugés dignes d'être réintégrés dans l'armée de mer au moment où ils sont libérés du service actif, restent affectés, lors de leur passage dans les réserves, aux bataillons d'infanterie légère.

Ils ne peuvent être l'objet de propositions de réintégration dans l'armée de mer qu'à l'issue des périodes d'exercice.

2. Les réservistes de l'armée de mer qui ont encouru une des condamnations visées à l'article 5, paragraphe a) de la loi sur le recrutement de l'armée, sont obligatoirement affectés à un bataillon d'infanterie légère.

Ils peuvent être proposés pour la réintégration dans la marine à l'issue des périodes d'exercices ; exceptionnellement, hors des appels du temps de paix, par le commandant du bureau maritime de recrutement ou l'administrateur de l'inscription maritime dont ils relèvent.

3. En principe, les réservistes de l'armée de mer qui ont encouru une ou plusieurs des condamnations prévues à l'article 5, paragraphe b) de la loi précitée, ne sont pas affectés aux bataillons d'infanterie légère.

Toutefois, cette affectation peut être prononcée par le Ministre de la marine, dans certaines conditions fixées par une instruction ministérielle.

4. Les officiers mariniens et marins liés au service par un engagement ou un rengagement, et dont le lien a été résilié comme il est prévu au paragraphe 4 de l'article 59 ci-dessus, sont affectés dans les réserves aux bataillons d'infanterie légère.

Les officiers et les officiers mariniens du cadre de maintenance déchus de leur grade à la suite des condamnations prévues au même article, peuvent être affectés dans les réserves aux bataillons d'infanterie légère.

CHAPITRE IX.

RÉFORME ET CONGÉDIEMENT.

Section I.

RÉFORME.

Rôle des commissions de réforme.

Art. 62. — 1. Une commission spéciale de réforme est instituée dans chaque chef-lieu de région, siège d'un arrondissement maritime ou d'un commandement de la marine aux colonies.

2. La commission de réforme peut prononcer à l'égard des marins servant comme appelés, inscrits maritimes, engagés ou rengagés (1) ainsi qu'à l'égard des réservistes, l'une des décisions suivantes :

1. Classement dans le service armé à la mer ;

2. Classement dans le service armé à terre ;
3. Classement dans le service auxiliaire ;
4. Réforme temporaire n° 1 ou n° 2 ;
5. Réforme définitive n° 1 ou n° 2.

Composition de la commission de réforme.

Art. 63. — 1. La commission de réforme se compose de quatre officiers, à savoir :

Un médecin en chef de 1^{re} ou de 2^e classe, Président, nommé par le Ministre ;

Deux officiers supérieurs de marine ayant un grade inférieur à celui du Président ;

Un médecin principal ou de 1^{re} classe, désignés par le préfet maritime.

2. Le commandant du bureau maritime de recrutement ou un officier adjoint, en cas d'empêchement, et un commissaire délégué par le Chef du Service de la solde, assistent la commission.

En outre, un médecin et un officier du dépôt ou du service auquel appartient l'homme proposé pour la réforme, doivent être présents à la séance de la commission de réforme.

3. En cas de partage des voix des membres de la commission énumérée au paragraphe 1^{er} ci-dessus, celle du Président est prépondérante.

4. Exceptionnellement, quand un marin présent dans une colonie est atteint d'infirmités qui le rendent impropre au service de la flotte et qu'il demande à être congédié sur place, il peut être soumis à l'examen d'une commission de réforme composée de quatre officiers désignés par le commandant en Chef de la force navale ou par le commandant de la marine, à savoir :

Un officier supérieur du corps de santé de la marine, Président ;

Un médecin de 1^{re} ou 2^e classe de la marine ;

Un lieutenant de vaisseau et un commissaire de 1^{re} ou de 2^e classe de la marine.

5. A défaut d'officiers du corps de santé de la marine il est procédé à la désignation d'officiers du corps de santé colonial de grades équivalents, après entente avec le commandant supérieur des troupes de la Colonie.

6. Un Médecin et un officier du bâtiment ou du service auquel appartient l'homme proposé pour la réforme doivent être présents à la séance de la commission.

7. En cas de partage des voix des membres de la commission énumérée au paragraphe 4 ci-dessus, celle du Président est prépondérante.

Compétence des commissions de réforme.

Art. 64. — 1. Les marins et militaires de l'armée de mer en activité de service doivent, en principe, être visités par la commission de réforme prévue à l'article 63 du présent décret.

Toutefois, si l'état de santé des intéressés s'oppose à leur envoi dans un port militaire ou si les infirmités dont ils sont atteints offrent un caractère de gravité ne permettant aucun doute sur leur inaptitude au service, ils peuvent être présentés devant une commission de réforme de l'armée de terre.

2. Les réformés temporaires encore astreints à des obligations d'activité ainsi que les hommes de la disponibilité et des réserves présents dans leurs foyers doivent être présentés devant une commission de réforme de l'armée de terre s'ils résident dans un département où la marine ne possède

(1) Les mêmes dispositions peuvent être prises à l'égard des hommes réadmis antérieurement à la loi du 13 décembre 1932.

pas de centre de réforme et dans une localité plus rapprochée d'un centre de réforme militaire que d'un centre de réforme maritime.

3. Vis-à-vis des marins et militaires de l'armée de mer présentés à leur examen en vertu des dispositions du présent article, les commissions de réforme de l'armée de terre ont les mêmes pouvoirs que les commissions de réforme maritime.

Toutefois, leurs décisions ne deviennent définitives qu'après avoir été entérinées par la commission de réforme maritime compétente.

Réforme n° 1 et réforme n° 2.

Art. 65. — 1. La réforme n° 1 est prononcée pour infirmités dues à des blessures reçues ou à des maladies contractées au service ou aggravées par le service, lorsque la relation de cause à effet entre le service et les infirmités résulte de constatations médicales ou d'une présomption d'origine légale non détruite par la preuve contraire.

2. — La réforme n° 2 est prononcée pour infirmités ne présentant pas les caractéristiques d'origine ou d'aggravation définies par le paragraphe précédent.

Réforme temporaire.

Art. 66. — 1. Le congé de réforme temporaire est d'un an. Il est renouvelable pour les marins qui se trouvent dans l'une des positions prévues aux articles 68, 69, 70 et 71 ci-dessous.

2. Après une année de congé les marins réformés temporaires sont présentés devant une commission de réforme maritime ou militaire, qui statue sur leur aptitude et les classe dans le service armé ou le service auxiliaire, à moins qu'elle ne les réforme définitivement ou ne renouvelle leur congé, dans les conditions fixées aux articles précités.

3. Les marins classés dans le service auxiliaire ou réformés temporairement peuvent sous réserve de remboursement de leur prime, obtenir la résiliation de leur engagement, pour suivre le sort de leur classe.

4. Le classement dans le service auxiliaire, ou dans le service armé à terre n'entraîne aucune réduction du service obligatoire.

Application des règles relatives à la réforme aux diverses catégories de marins.

Art. 67. — Pour l'application des règles concernant la réforme, il y a lieu de distinguer :

- 1° Les inscrits maritimes arrivant au service ;
- 2° Les marins de toutes provenances n'ayant pas encore accompli leur service obligatoire ;
- 3° Les marins servant au delà de la durée légale.

Visite d'incorporation des inscrits maritimes.

Art. 68. — 1. Dans les trois mois de leur incorporation, les inscrits maritimes sont soumis à l'examen d'une commission de réforme.

2. Ceux qui, sans être impropres à tout service actif, présentent une tare accidentelle ou congénitale empêchant de les utiliser dans le service armé, à la mer et à terre, sont versés dans le service auxiliaire.

Ils sont astreints aux mêmes obligations militaires que les inscrits du service armé.

3. Ceux que leurs infirmités rendent impropres à tout service dans l'armée de mer sont réformés définitivement.

4. Les inscrits qui sont reconnus d'une constitution physique trop faible peuvent être réformés temporairement, pour un an. Si à l'expiration de ce délai, ils sont reconnus aptes au service armé ou auxiliaire, ils sont levés, et leur période de service actif ne subit aucune réduction ; dans le cas contraire, ils sont réformés définitivement ou temporairement, pour une nouvelle année.

Les réformés temporaires examinés pour la troisième fois ne sont astreints qu'à un an de service actif, s'ils sont déclarés aptes au service armé ou auxiliaire.

Ceux déclarés inaptes sont réformés définitivement ou temporairement pour une troisième année.

Les réformés temporaires examinés pour la quatrième fois sont, en cas d'aptitude au service armé ou auxiliaire, astreints seulement à six mois de service actif. Ceux déclarés inaptes sont réformés définitivement.

Réforme des marins n'ayant pas accompli leur service obligatoire.

Art. 69. — 1. Pendant toute la durée de leur service légal, les marins et militaires de l'armée de mer peuvent être, sur leur demande ou d'office, présentés à la commission de réforme qui peut prononcer leur classement dans l'une des positions énumérées à l'article 62 ci-dessus.

En vue de leur versement éventuel dans le service armé, les inscrits maritimes classés dans le service auxiliaire sont astreints à subir, pendant leur service actif, deux visites devant la commission de réforme : après six mois et après un an de service.

2. La réforme temporaire n° 1 est prononcée pour un an, elle est renouvelable.

Le temps passé dans cette position vient en déduction de la période de service effectif imposé par la loi, ou consenti par l'intéressé.

3. La réforme temporaire n° 2 est prononcée pour un an. Elle est renouvelable, deux fois pour les hommes soumis au régime du recrutement, selon les règles édictées par l'article 21 de la loi sur le recrutement de l'armée, et trois fois pour les inscrits maritimes, selon les règles fixées à l'article 68 ci-dessus.

La réforme temporaire n° 2 n'entraîne aucune réduction du service actif, sauf à l'égard des inscrits maritimes définitifs qui bénéficient des réductions de service suivant les règles posées à l'article 68 ci-dessus. Néanmoins, elle ne peut avoir pour effet de reculer le terme d'un engagement.

Réforme des marins servant après la période légale.

Art. 70. — 1. Les engagés ayant servi au delà de la durée légale, et les rengagés qui n'ont pas droit à une pension proportionnelle peuvent être réformés définitivement ou temporairement, par congé n° 1 ou par congé n° 2, par le Ministre de la marine statuant sur les propositions d'une commission de réforme et le rapport des autorités hiérarchiques. À l'égard de ceux qui ont droit à une pension proportionnelle la commission de réforme prend elle-même une décision conformément aux articles 15 et 58 de la loi du 13 décembre 1932.

2. Le congé de réforme temporaire n° 1 ou n° 2, d'une durée d'un an, est renouvelable deux fois pour les marins ayant accompli au moins cinq ans de service en sus de la durée légale.

Ce congé ne peut être renouvelé pour les marins ayant servi moins de cinq ans au delà de la période légale.

3° Le temps passé en réforme temporaire est admis comme service effectif pour la constitution du droit à pension, les retenues légales étant en ce cas laissées à la charge de l'Etat ; mais il n'entre en compte ni pour la fixation de l'ancienneté, ni pour l'établissement des droits à une prime d'engagement, de rengagement ou de maintien au service.

Examen médical des réformés définitifs ou temporaire, présents dans leur foyers. — Réforme des réservistes.

Art. 71.— 1. Les marins réformés définitivement et ceux qui ont été réformés temporairement depuis leur renvoi dans leurs foyers, à l'exception des inscrits maritimes, cessent d'appartenir à l'armée de mer. Ils sont astreints à subir l'examen d'une commission de réforme aux époques fixées par la loi sur le recrutement de l'armée ; s'ils sont reconnus aptes au service, ils sont affectés à un corps de troupe.

2. Les inscrits maritimes exemptés et réformés définitifs doivent être examinés par la commission de réforme :

1° A la date à laquelle ils auraient dû normalement passer dans la disponibilité ;

2° Cinq ans après cette visite ;

3° Cinq ans plus tard.

Toutefois, les exemptés et les réformés présentant des infirmités incurables sont dispensés de ces trois examens.

Une instruction ministérielle donne la liste des infirmités entraînant cette dispense.

3. Tout homme de l'armée de mer placé dans la disponibilité ou les réserves peut être présenté d'office ou sur sa demande à la commission de réforme.

4. La commission de réforme peut, lors de chacun de ces examens, prendre l'une des décisions prévues à l'article 62 ci-dessus.

5. La réforme temporaire est renouvelable pour tous les hommes visés au présent article.

6. Les exemptés et les réformés à titre définitif ne peuvent être autorisés en temps de paix à contracter un engagement ou à reprendre du service dans l'armée de mer même s'ils ont été reconnus aptes au service à la suite des visites médicales prévues par l'article 45 de la loi du 13 décembre 1932 et l'article 20 de la loi du 31 mars 1928.

Section II.

CONGÉDIEMENT.

Congédiement des marins présents dans un port militaire.

Art. 72.— 1. Le congédiement des marins de toute provenance présents dans un port militaire a lieu par les soins de l'unité à laquelle ils appartiennent.

2. Les formalités à remplir et la destination à donner aux divers documents sont déterminées par une instruction ministérielle (1).

Congédiement des marins dans un port de France autre qu'un port militaire.

Art. 73.— 1. Les marins arrivés au terme de leur service qui se trouvent dans un port de France autre qu'un port militaire sont renvoyés directement dans leurs foyers, s'ils ne sont pas en dette. S'ils sont en débet, ils sont destinés au

dépôt le plus proche qui, après l'accomplissement des mesures administratives prescrites par le décret sur la solde, procède à leur renvoi dans leurs foyers.

2. Lorsque des marins, arrivés au terme de leur service, sont renvoyés en France par un navire de commerce qui les débarque dans un port autre qu'un port militaire, le Chef du Service de la marine, ou, à son défaut, l'administrateur de l'inscription maritime du port de débarquement renvoie directement dans leurs foyers ceux qui ne sont pas en dette, et transmet leurs pièces de comptabilité, s'ils en sont porteurs ou si elles lui ont été adressées, au dépôt du port chef-lieu de l'arrondissement, pour qu'il soit procédé à leur inscription au rôle spécial des passagers et à la liquidation de leur solde. Ceux qui sont en dette d'une somme supérieure à la quotité maximum fixée par le Ministre de la marine sont dirigés sur ledit dépôt, par les soins duquel ils sont congédiés.

3. Les dépôts donnent ensuite aux livrets de solde et matricule dûment réglés la destination que ces pièces doivent recevoir.

Congédiement des marins à l'hôpital ou en congé.

Art. 74.— La date à laquelle les marins de tous grades ont droit à leur congédiement par suite du passage dans la réserve, ou la disponibilité, de l'envoi en congé, de l'expiration de leur lien de rengagement, etc., n'est pas modifiée par le fait de traitement dans un hôpital en France ni par la durée des congés de toute nature qui ont été accordés.

Maintien d'office en activité de marins dont le lien au service est expiré.

Art. 75.— 1. Les officiers maritimes, quartiers-maîtres et marins de toutes provenances embarqués sur les bâtiments en cours de campagne, peuvent être retenus d'office en activité au delà du terme de leur service obligatoire ou consenti si leur remplacement n'a pu avoir lieu en temps utile et si leur présence à bord est jugée indispensable.

2. Les uns et les autres ont droit, jusqu'au jour de leur congédiement, à une indemnité spéciale dont la quotité est fixée par le décret portant règlement sur la solde des équipages de la flotte (1).

Radiation des contrôles de l'activité des marins ayant demandé à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à titre d'ancienneté de services.

Art. 76.— 1. Les officiers marins, quartiers-maîtres et marins qui, remplissant les conditions exigées, demandent à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à titre d'ancienneté de services, ou à une pension proportionnelle dans les conditions de l'article 15 de la loi du 13 décembre 1932 sont rayés des contrôles de l'activité à la date fixée par la décision les concernant.

2. Pour les marins de tous grades qui désignent pour un poste quelconque, demandent à faire valoir leurs droits à la retraite, la radiation des contrôles de l'activité est immédiate.

3. Les officiers marins et marins de tous grades qui obtiennent un congé ou sont rayés d'un tour de départ en attendant qu'ils aient accompli le temps de service exigé

(1) Instruction générale du 11 février 1931 (B.O. M. vol. n° 34).

(1) Décret du 22 octobre 1929.

pour avoir droit à pension sont rayés des contrôles de l'activité le jour qu'ils remplissent cette condition.

4. L'admission à la retraite est prononcée par délégation du Ministre par les commandants de forces navales indépendantes, par les officiers généraux ou supérieurs, chefs d'un arrondissement maritime ou par les commandants de la marine relevant directement du Ministre.

Radiation des contrôles de l'activité par limite d'âge.

Art. 77. — Les officiers marinières, quartiers maîtres et marins sont rayés des contrôles de l'activité à la date à laquelle ils atteignent la limite d'âge sans qu'une décision intervienne pour les admettre à la retraite.

Retraite d'office.

Art. 78. — Les rengagés qui ont accompli le temps de service exigé pour avoir droit à pension d'ancienneté peuvent être admis d'office à la retraite en exécution d'une décision ministérielle, soit par mesure disciplinaire et après communication de leur dossier, soit parce que leur manière de servir ne donne pas satisfaction.

Ils sont rayés des contrôles de l'activité le lendemain de la notification de la décision à moins que celle-ci ne fixe une autre date.

CHAPITRE X

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU RECRUTEMENT DE L'ARMÉE DE MER

Circonscriptions maritimes de réserve.

Art. 79. — 1. Le littoral de la France et de l'Algérie est divisé en six arrondissements maritimes dont les limites sont fixées par le Ministre de la marine. Chacun de ces arrondissements comprend un certain nombre de quartiers d'inscription maritime.

2. L'ensemble du territoire de la France est divisé en circonscriptions de réserve maritimes qui ont chacune pour chef-lieu un des ports militaires, et dont l'étendue est déterminée par des arrêtés du Ministre de la marine.

L'Afrique du Nord forme deux circonscriptions maritimes de réserve, l'Algérie-Tunisie et le Maroc, ayant respectivement pour chefs-lieux Bizerte et Casablanca.

Autorités chargées de la direction et de l'exécution du service du recrutement de l'armée de mer.

Art. 80. — 1. La direction supérieure du service de recrutement de l'armée de mer et de l'administration des réserves de cette armée est confiée :

1° En France, aux préfets maritimes et aux commandants de la marine, chefs d'arrondissements maritimes ;

2° En Algérie et en Tunisie, au préfet maritime de Bizerte ;

3° Au Maroc, au commandant de la marine au Maroc, à Casablanca ;

4° Dans les colonies, aux commandants de la marine ou, à défaut, à un officier ou fonctionnaire placé sous l'autorité du Gouverneur et désigné par le Ministre de la marine, après entente avec le Ministre des colonies.

2. Les autorités chargées de l'exécution de ces services sont :

1° En France et en Algérie, les administrateurs de l'inscription maritime et les commandants des bureaux maritimes et militaires de recrutement ;

2° Dans les colonies et pays de protectorat, soit les officiers désignés par les autorités maritimes visées au paragraphe I du présent article, soit les officiers ou fonctionnaires désignés par le Ministre dont ils relèvent, d'accord avec le Ministre de la marine ;

3° A l'étranger, les consuls.

Attributions des bureaux maritimes de recrutement.

Art. 81. — 1. Un bureau maritime de recrutement fonctionne au port chef-lieu de chaque circonscription maritime de réserve et aux colonies et dans les pays de protectorat, dans les ports désignés par le Ministre de la marine.

2. Ses attributions essentielles sont :

a) La réception des engagements volontaires dans le port où il est installé et le contrôle de cette partie du service dans toute la circonscription maritime de réserve ;

b) L'immatriculation du personnel officier et non officier dont le domicile ou le quartier d'inscription maritime est compris dans cette circonscription ;

c) L'administration des réservistes de l'armée de mer domiciliés dans ladite circonscription concurremment avec les centres mobilisateurs de la région maritime, les quartiers d'inscription maritime et les bureaux militaires de recrutement.

3. Une instruction ministérielle régleme le fonctionnement des bureaux maritimes de recrutement.

Attributions des quartiers d'inscription maritime.

Art. 82. — Les chefs des quartiers d'inscription maritime ont pour attributions militaires essentielles :

1° L'immatriculation des marins exerçant la navigation ou les pêches maritimes ;

2° La levée des inscrits maritimes définitifs pour le service de la flotte ;

3° L'administration des réservistes de l'armée de mer appartenant à l'inscription maritime, de concert avec les bureaux de recrutement ;

4° La réception des engagements volontaires dans l'armée de mer ;

5° L'inscription des demandes d'admission aux écoles préparatoires de la marine et à l'établissement des pupilles de la marine dont ils sont saisis ;

6° La préparation de l'appel dans l'armée de mer des inscrits maritimes provisoires et des agents du service général de la marine marchande compris dans une classe de recrutement.

Immatriculation des hommes incorporés dans l'armée de mer.

Art. 83. — Les marins de toute provenance sont portés, aussitôt après leur incorporation, sur le registre matricule du bureau maritime de recrutement dont dépend leur domicile ou leur quartier d'inscription maritime, s'il s'agit d'inscrits définitifs.

Ce registre matricule est destiné à recevoir les renseignements qui établissent l'état civil de tous les marins appartenant à la circonscription maritime de réserve, leur signalement, le titre auquel ils servent, la relation successive de leurs services militaires, les motifs de leur maintien sous les drapeaux au delà de l'époque normale de leur congédiement, le motif et la date de leur radiation des contrôles, ainsi que les résidences successives de ceux renvoyés dans leurs foyers, les professions, les périodes d'exercices, les situations de famille, condamnations, etc.

Les marins y sont inscrits dans l'ordre chronologique de leur incorporation.

Chaque article matriculaire comporte le numéro pris dans la suite naturelle des nombres, qui devient le numéro matricule du marin qui fait l'objet de cet article.

Chaque registre matricule contient les articles matriculaires de tous les marins de la circonscription incorporés au cours de la même année, quelle que soit leur classe de recrutement ou de mobilisation.

Immatriculation des inscrits maritimes.

Art. 84. — 1. Dans chaque quartier d'inscription maritime il est tenu trois sortes de registres matricules, correspondant à chacune des trois catégories d'inscrits :

Registre matricule des inscrits maritimes provisoires.

Registre matricule des inscrits maritimes définitifs.

Registre matricule des inscrits maritimes hors du service.

2. Est immatriculé comme inscrit maritime provisoire tout Français ou naturalisé Français qui désire exercer la navigation dans les conditions prévues à l'article 18 de la loi du 13 décembre 1932, sous réserve qu'il remplisse les conditions exigées par l'article 21 de la même loi.

3. Est immatriculé d'office comme inscrit définitif tout inscrit provisoire lorsqu'il est âgé de dix-huit ans et qu'il a accompli dix-huit mois de navigation sur des navires de commerce ou de pêche, dans le calcul desquels sont comptés pour moitié en sus de leur durée les embarquements au long cours ou aux grandes pêches.

4. Est immatriculé comme inscrit hors du service l'inscrit réformé ou dégagé d'obligations militaires en raison de son âge.

Radiation de l'inscription maritime.

Art. 85. — 1. La radiation des matricules de l'inscription maritime a lieu d'office ou à la demande des intéressés.

Est rayé d'office tout inscrit qui, hors d'un cas de force majeure, a cessé de pratiquer la navigation ou la pêche maritimes depuis trois ans.

La demande de radiation est formulée et il en est accusé réception dans les conditions fixées par l'article 26 de la loi du 13 décembre 1932.

2. La renonciation à la navigation et à la pêche maritimes entraîne la radiation immédiate des matricules si elle émane d'inscrits provisoires ou hors du service.

Il en est de même lorsqu'elle est faite par un inscrit définitif qui a cessé de naviguer dès qu'il a reçu avis de son inscription définitive ou dès qu'il lui a été possible de débarquer.

3. En tout autre cas que celui qui est prévu au paragraphe précédent, la radiation d'un inscrit définitif ne peut être

opérée avant qu'il ait satisfait aux obligations d'activité imposées aux inscrits maritimes par la loi du 13 décembre 1932.

4. Les inscrits définitifs qui ont accompli leurs obligations d'activité et qui ont déclaré renoncer à la navigation et à la pêche maritimes sont rayés des matricules de leur quartier un an après cette déclaration.

Toutefois, la radiation a lieu immédiatement lorsque l'intéressé produit à l'administrateur de son quartier un certificat délivré par une autorité militaire attestant que son admission dans un corps militaire ou organisé militairement n'est plus subordonnée qu'à cette radiation.

Tenue d'une liste nominative des inscrits atteints par la levée.

Art. 86. — 1. Il est tenu dans chaque quartier d'inscription maritime une liste nominative des inscrits définitifs atteints par la levée permanente pendant l'année. Cette liste doit indiquer la date fixée pour l'appel, et ultérieurement la date de la mise en route effective et de l'arrivée à destination; elle doit mentionner expressément les motifs pour lesquels les hommes n'ont pu être appelés ou incorporés, ainsi que les démarches faites pour retrouver les traces des absents; enfin, elle indique, s'il y a lieu, la notification des ordres de route et les déclarations d'insoumission.

2. Les listes indiquées ci-dessus sont obligatoirement présentées lors des inspections militaires ou administratives des quartiers.

3. Les administrateurs de l'inscription maritime sont personnellement responsables des irrégularités ou omissions qui pourraient se produire dans le fonctionnement de la levée.

Textes abrogés.

Art. 87. — Sont abrogés les textes ci-après du décret du 17 juillet 1908 refondu le 15 juillet 1914 définissant l'armée de mer et portant réorganisation du corps des équipages de la flotte et du personnel des musiques de la flotte.

La section I du chapitre 1^{er}.

La section VII, à l'exception de la section II.

Le chapitre IX, à l'exception de la section IV.

L'article 326, paragraphes 1^{er} et 2.

L'article 391.

Le chapitre XVIII, sauf en ce qui concerne les officiers marins du cadre de maistrance et à l'exception des articles 390 et 392.

Les articles 393, 394 et 395.

Le décret du 18 février 1925 instituant des engagements dits de devancement d'appel pour l'aéronautique maritime.

Fait à Mercy-le-Haut, le 15 août 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la marine,

GEORGES LEYGUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MODÈLE N° 1

Marine Nationale

Décret
du 15 août 1933.

ACTE D'ENGAGEMENT DANS LE CORPS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE (1)

L'an....., le....., à (2).....
 s'est présenté devant nous (3).....
 Le sieur (4)..... âgé de....., exerçant la profession
 d....., domicilié à....., canton d....., département d.....
 résidant à....., canton d....., département d.....
 fils de..... et de....., domiciliés à.....
 canton de....., département d.....
 Cheveux : (5).....
 Yeux :.....
 Front :.....
 Nez :.....
 Visage :.....

Renseignements physiologiques complémentaires.

Taille : 1 m. centimètres.
 Marques particulières :
 Lequel a déclaré vouloir contracter, dans le corps des équipages de la flotte (1), à condition qu'il puisse être affecté à la
 spécialité de..... ou à l'une des spécialités suivantes (6)
 un engagement volontaire susceptible d'être résilié dans certaines conditions.
 A cet effet, il a fait la déclaration :
 1° Qu'il n'est pas marié ;
 2° Qu'il n'est lié au service de terre ou de mer ni dans l'armée active, ni dans la disponibilité ou les réserves.
 Ledit sieur (4)..... nous a présenté :
 1° Un certificat délivré, sous la date du....., par (7) et constatant que ledit
 sieur (4) n'est atteint d'aucune infirmité ; qu'il a la taille et les qualités requises pour le
 corps des équipages de la flotte et la spécialité de..... dans laquelle il demande entrer ;
 2° Un extrait ou une copie de son acte de naissance constatant qu'il est né le (8) à.....
 canton d....., département d.....
 3° L'extrait de son casier judiciaire ;
 4° (9) Un consentement à son engagement délivré par.....
 Nous, (3)....., après avoir reconnu la régularité des pièces produites par le sieur (4).....
 lui avons donné lecture :
 1° Des paragraphes numérotés 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1932 ;
 2° De l'article 99 de la même loi, lequel ordonne de poursuivre comme insoumis les engagés volontaires qui ne se rendent
 pas à destination dans les délais prescrits ;
 3° De l'article 40 du décret du 15 août 1933 sur le recrutement de l'armée de mer qui établit que l'engagé volontaire ne
 peut être changé de corps sans son consentement que s'il a subi, pendant sa présence sous les drapeaux, une condamnation
 pour l'un des crimes ou délits visés aux articles 4 et 5 de la loi sur le recrutement de l'armée (10) ;
 4° De l'article 9 du même décret relatif aux conditions dans lesquelles les engagements volontaires peuvent être résiliés ;
 5° De l'article 47 du décret du 22 octobre 1929 fixant les conditions du paiement des primes d'engagement.
 Après quoi nous avons reçu l'engagement du sieur (4).....
 Lequel a promis de servir avec fidélité et honneur à partir de ce jour pendant (11).....
 Lecture faite audit sieur (4).....
 Il a signé avec nous (12).

(1) Remplacer, le cas échéant, les mots « corps des équipages de la flotte » par « personnel des musiques de la flotte ».

(2) Localité.

(3) Intendant militaire (ou officier suppléant) ou commandant du bureau maritime de recrutement ou administrateur de l'inscription maritime.

(4) Nom et prénoms de l'engagé.

(5) Les réponses à faire aux rubriques du signalement sont indiquées par la circulaire du 7 novembre 1913 (B. O. marine).

(6) Biffer les mots inutiles. L'engagé peut, s'il le désire, ne mentionner qu'une spécialité.

(7) Nom, grade et corps de l'officier, signataire du certificat.

(8) Indication du jour, du mois et de l'année de la naissance en toutes lettres.

(9) Si l'engagé a moins de vingt ans, on indiquera sous ce numéro le consentement qu'il est tenu de produire conformément à la loi.

(10) En cas d'engagement dans le personnel des musiques de la flotte, ajouter : « ou si, en raison de sa mauvaise conduite, il a été affecté à une section spéciale du corps des équipages de la flotte ».

(11) Mentionner, en toutes lettres, la durée de l'engagement indiquée par le certificat d'acceptation.

(12) Si l'engagé ne peut signer, il sera fait mention de la cause qui l'en empêchera conformément à l'article 39 du code civil.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MODÈLE N° 2.

Marine Nationale.

Décret
du 15 août 1933.

ACTE D'ENGAGEMENT PROVISOIRE DANS LE CORPS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE (1)

L'an..... le..... à (2).....
 s'est présenté devant nous (3).....
 Le sieur (4)..... âgé de....., exerçant la profession
 d....., domicilié à....., canton d....., département d.....
 résidant à....., canton d....., département d.....
 fils de..... et de....., domiciliés à.....
 canton d....., département d.....
 Cheveux : (5).....
 Yeux :.....
 Front :.....
 Nez :.....
 Visage :.....

Renseignements physiologiques complémentaires.

Taille : 1 m. centimètres.
 Marques particulières :
 Lequel a déclaré vouloir contracter, dans le corps des équipages de la flotte (1), à condition qu'il puisse être affecté à la
 spécialité de ou à l'une des spécialités suivantes (6)
 un engagement volontaire susceptible d'être résilié dans certaines conditions.
 A cet effet, il a fait la déclaration :
 1° Qu'il n'est pas marié ;
 2° Qu'il n'est lié au service de terre ou de mer, ni dans l'armée active, ni dans la disponibilité ou les réserves.
 Ledit sieur (4) nous a présenté :
 1° Un certificat délivré, sous la date du....., par (7)..... et constatant que
 ledit sieur (4) n'est atteint d'aucune infirmité ; qu'il a la taille et les qualités requises pour le
 corps des équipages de la flotte et la spécialité de..... dans laquelle il demande à entrer ;
 2° (8)
 3° (8)
 Nous, (3), après avoir reconnu la régularité des pièces produites par le sieur (4).....
 lui avons donné lecture :
 1° Des paragraphes numérotés 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1932 ;
 2° De l'article 99 de ladite loi, lequel ordonne de poursuivre comme insoumis les engagés volontaires qui ne se rendent
 pas à destination dans les délais prescrits ;
 3° De l'article 40 du décret du 15 août 1933 relatif à l'engagement volontaire dans le corps des équipages de la flotte et qui
 établit que l'engagé volontaire ne peut être changé de corps sans son consentement que s'il a subi, pendant sa présence sous
 les drapeaux, une condamnation pour l'un des crimes ou délits visés aux articles 4 et 5 de la loi sur le recrutement de l'armée (9) ;
 4° Des articles 8 et 9 du décret du relatifs aux conditions dans lesquelles les engagements volontaires au
 titre des équipages de la flotte peuvent être annulés ou résiliés ;
 5° De l'article 47 du décret du 22 octobre 1929 fixant les conditions de paiement des primes d'engagement.
 Nous l'avons, en outre, prévenu que ses services commenceront à dater de la signature par lui du présent acte, mais que
 celui-ci ne sera rendu définitif qu'après sa ratification dans les trois mois suivant le jour de son arrivée au corps.
 Après quoi nous avons reçu l'engagement du sieur (4).....
 Lequel a promis de servir avec fidélité et honneur à partir de ce jour pendant (10).....
 Cet engagement sera annulé dans les trois mois qui suivent l'incorporation et ne donnera lieu au versement d'aucune pri-
 me s'il est reconnu que le contractant ne satisfait pas à toutes les conditions légales requises.
 Lecture faite audit sieur (4)....., il a signé avec nous (11).....
 Contrat ratifié (ou annulé) le Le (3).....

(1) Remplacer, le cas échéant, les mots « corps des équipages de la flotte, par « personnel des musiques de la flotte ».

(2) Localité.

(3) Intendant militaire (ou officier suppléant) ou commandant du bureau maritime de recrutement ou administrateur de l'inscription mari-
time.

(4) Nom et prénoms de l'engagé.

(5) Les réponses à faire aux rubriques du signalement sont indiquées par la circulaire du 7 novembre 1913 (B. O. Marine).

(6) Biffer les mots inutiles. L'engagé peut, s'il le désire, ne mentionner qu'une spécialité.

(7) Nom, grade et corps de l'officier, signataire du certificat.

(8) Mentionner ici les pièces produites.

(9) En cas d'engagement dans le personnel des musiques de la flotte, ajouter « ou si, en raison de sa mauvaise conduite, il a été dirigé, à
une section spéciale du corps des équipages de la flotte ».

(10) Mentionner, en toutes lettres, la durée de l'engagement indiquée par le certificat d'acceptation.

(11) Si l'engagé ne peut signer, il sera fait mention de la cause qui l'en empêchera conformément à l'article 39 du code civil.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MODÈLE N° 3.

Marine Nationale.

Décret
du 15 août 1933.

ACTE D'ENGAGEMENT DE DEVANCEMENT D'APPEL DANS LE CORPS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE

L'an, le, à (1).....
 s'est présenté devant nous (2)
 Le sieur (3), âgé de, exerçant la profession
 d'....., domicilié à, canton d'....., département d'.....
 résidant à canton d'..... département d'.....
 fils de et de domiciliés à
 canton de département d'.....
 Cheveux : (4)
 Yeux :
 Front :
 Nez :
 Visage :

Renseignements physiologiques complémentaires.

Taille : 1 m. centimètres.
 Marques particulières :
 Lequel a déclaré vouloir contracter, dans le corps des équipages de la flotte, un engagement volontaire susceptible d'être
 résilié dans certaines conditions et être affecté à la spécialité de (5)
 A cet effet, il a fait la déclaration :
 1° Qu'il n'est pas marié ;
 2° Qu'il n'est lié au service de terre ou de mer ni dans l'armée active, ni dans la disponibilité ou les réserves ;
 3° Qu'il appartient ou (6) n'appartient pas à l'inscription maritime à titre définitif.
 Ledit sieur (3) nous a présenté :
 1° Un certificat délivré, sous la date du, par (7) et constatant que
 ledit sieur (3) n'est atteint d'aucune infirmité ; qu'il a la taille et les qualités requises pour le
 corps des équipages de la flotte dans lequel il demande à entrer ;
 2° L'extrait de son acte de naissance constatant qu'il est né le (8), à
 canton d'....., département d'.....
 3° L'extrait de son casier judiciaire ;
 4° (9)
 Nous, (2), après avoir reconnu la régularité des pièces produites par le sieur (3).....
 lui avons donné lecture :
 1° Des paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1932 ;
 2° De l'article 99 de la même loi, lequel ordonne de poursuivre comme insoumis les engagés volontaires qui ne se rendent
 pas à destination dans les délais prescrits.
 Après quoi nous avons reçu l'engagement du sieur (2) en qualité de (10).....
 Lequel a promis de servir avec fidélité et honneur à partir de ce jour pendant la durée du service obligatoire imposé par
 (11)
 Lecture faite audit sieur (3)..... Il a signé avec nous (12)

(1) Localité.

(2) Intendant militaire (ou officier suppléant) ou commandant du bureau maritime de recrutement ou administrateur de l'inscription ma-
ritime.

(3) Nom et prénoms de l'engagé.

(4) Les réponses à faire aux rubriques du signalement sont indiqués par la circulaire du 7 novembre 1913 (B. O. marine).

(5) Arrimeur d'aéronautique ou mécanicien d'aéronautique.

(6) Biffer la mention inutile.

(7) Nom, grade et corps de l'officier, signataire du certificat.

(8) Indication du jour, du mois et de l'année de la naissance en toutes lettres.

(9) Si l'engagé a moins de vingt ans, on indiquera sous ce numéro le consentement qu'il est tenu de produire conformément à la loi.

(10) Arrimeur d'aéronautique ou mécanicien d'aéronautique.

(11) L'article 2 de la loi du 31 mars 1928 ou l'article 31 de la loi du 13 décembre 1932.

(12) Si l'engagé ne peut signer, il sera fait mention de la cause qui l'en empêchera conformément à l'article 39 du code civil.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MODÈLE N° 4

Marine Nationale

Décret
du 15 août 1933.

ACTE D'ENGAGEMENT POUR LA DURÉE DE LA GUERRE DANS LE CORPS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE (1)

L'an....., le....., à (2).....
 s'est présenté devant nous (3).....
 Le sieur (4)....., âgé de....., exerçant la profession
 d....., domicilié à....., canton d....., département d.....
 résidant à....., canton d....., département d.....
 fils de..... et de....., domiciliés à.....
 canton de....., département d.....
 Cheveux : (5).....
 Yeux :.....
 Front :.....
 Nez :.....
 Visage :.....

Renseignements physiologiques complémentaires.

Taille : 1 m. centimètres.

Marques particulières :

Lequel a déclaré vouloir contracter, dans le corps des équipages de la flotte (1), à condition qu'il puisse être affecté à la spécialité de..... ou à l'une des spécialités suivantes (6)
 un engagement volontaire pour la durée de la guerre.

Ledit sieur (4) nous a présenté :

1° Un certificat délivré sous la date du..... par (7)..... et constatant que ledit sieur (4)..... n'est atteint d'aucune infirmité, qu'il a la taille et les qualités requises pour le corps des équipages de la flotte et la spécialité de..... dans laquelle il demande à entrer ;

2° Son bulletin de naissance constatant qu'il est né le (8)..... à....., canton d....., département d.....

3° L'extrait de son casier judiciaire ;

4° Un certificat du commandant de recrutement de..... attestant que M..... n'appartient pas à une classe mobilisée (9) ;

5° Un consentement à son engagement délivré par (10).....

Nous (3)....., après avoir reconnu la régularité des pièces produites par le sieur (4)..... lui avons donné lecture :

1° De l'article 8 de la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves ;

2° De l'article 99 de la même loi, lequel ordonne de poursuivre comme insoumis les engagés volontaires qui ne se rendent pas à destination dans les délais prescrits ;

3° De l'article 40 du décret....., relatif à l'engagement volontaire dans le corps des équipages de la flotte et qui établit que l'engagé volontaire ne peut être changé de corps sans son consentement que s'il a subi, pendant sa présence sous les drapeaux, une condamnation pour l'un des crimes ou délits visés aux articles 4 et 5 de la loi sur le recrutement de l'armée ;

4° De l'article 9 du décret du..... relatif aux conditions dans lesquelles les engagements volontaires au titre des équipages de la flotte peuvent être résiliés.

Après quoi nous avons reçu l'engagement du sieur (4).....

Lequel a promis de servir avec fidélité et honneur pendant la durée de la guerre.

Lecture faite audit sieur (4)..... Il a signé avec nous (11).....

(1) Remplacer, le cas échéant, les mots « corps des équipages de la flotte » par le nom du corps ou service spécial au titre duquel l'engagement est souscrit.

(2) Localité.

(3) Intendant militaire (ou officier suppléant) ou commandant du bureau maritime de recrutement.

(4) Nom et prénoms de l'engagé.

(5) Les réponses à faire aux rubriques du signalement sont indiquées par la circulaire du 7 novembre 1913 (B. O. marine).

(6) Biffer les mots inutiles. L'engagé peut, s'il le désire, ne mentionner qu'une spécialité.

(7) Nom, grade et corps de l'officier, signataire du certificat.

(8) Indication du jour, du mois et l'année de la naissance en toutes lettres.

(9) Ou, suivant le cas, qu'il est exempté ou réformé.

(10) Si l'engagé a moins de vingt ans, on indiquera sous ce numéro le consentement qu'il est tenu de produire conformément à la loi.

(11) Si l'engagé ne peut signer, il sera fait mention de la cause qui l'en empêchera conformément à l'article 39 du code civil.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MODÈLE N° 5

Marine Nationale

Loi du 13 décembre 1932.

ACTE D'ENGAGEMENT SPÉCIAL AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES D'OFFICIERS DE L'ARMÉE DE MER

L'an, le, à (1), à heures,
s'est présenté devant nous (2).....
Le sieur (3)....., âgé de....., exerçant la profession
d..... domicilié à..... canton d....., département d.....
résidant à....., canton d....., département d.....
fils de..... et de....., domiciliés à.....
canton d....., département d....., admis comme élève à l'école (4).....
par décision du ministre de la marine en date du19...
Cheveux : (5)
Yeux :
Front : inclinaison, hauteur, largeur
Nez : dos, base, hauteur, saillie, largeur.....
Visage :

Renseignements physionomiques complémentaires.

Taille : 1 m. centimètres.

Marques particulières :

A déclaré contracter un engagement volontaire l'obligeant à servir dans l'armée de mer pendant six ans à compter de sa sortie de l'école.

Ledit sieur (3)..... nous a présenté :

1° Un certificat délivré, sous la date du....., par (2) constatant que ledit
sieur (3)..... n'est atteint d'aucune infirmité et qu'il réunit les conditions d'aptitude physique et de moralités exi-
gées pour l'admission à l'école (4)

2° L'extrait de son acte de naissance (6) constatant qu'il est né le (7) à
canton d....., département d.....

3° L'extrait de son casier judiciaire ;

4° (8)

Nous, (2), du canton d....., après avoir reconnu la régularité des pièces pro-
duites par le sieur (3), lui avons donné lecture :

1° De l'article 99 de la loi du 13 décembre 1932, lequel ordonne de poursuivre comme insoumis les engagés volontaires
qui ne se rendent pas à destination dans les délais prescrits ;

2° Des articles 45, 46 et 47 du décret du.....

Après quoi nous avons reçu l'engagement du sieur (3)

Lequel a promis de servir avec fidélité et honneur à partir du jour de son admission à l'école et jusqu'au terme d'une pé-
riode de six ans à compter de sa sortie de l'école (4).....

Lecture faite audit sieur (3) du présent acte ; il a signé avec nous.

(1) Localité.

(2) Commandant du bureau maritime de recrutement.

(3) Nom et prénoms de l'engagé.

(4) Indiquer s'il s'agit de l'école navale, de l'école des élèves-officiers de marine, des élèves ingénieurs mécaniciens, de l'école du com-
missariat, du service de santé ou d'administration de l'inscription maritime.

(5) Les réponses à faire aux rubriques du signalement sont indiquées par la circulaire du 7 novembre 1913 (B. O., p. 1630).

(6) Si ce n'est pas un acte de naissance que l'engagé produit, on énoncera le titre qu'il présentera, conformément à l'article 46 du code
civil.

(7) Indication du jour, du mois et de l'année de la naissance en toutes lettres.

(8) Si l'engagé a moins de vingt ans, on indiquera sous ce numéro le consentement qu'il est tenu de produire conformément à la loi.

MODÈLE N° 6.

Port
de.....
N° d'ordre.....
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ARMÉE DE MER

ACTE CONSTATANT LE RENGAGEMENT

(1) prime.
dans le (2).....

Le (3)

né le 19...., à
immatriculé au bureau maritime de recrutement de.....
....., sous le n°

Vu le certificat délivré par le (4)
constatant que le dénommé ci-dessus est autorisé à con-
tracter un rengagement en qualité de..... ;
après lui avoir donné lecture des dispositions des articles 31,
32 et 33 du décret du..... et 49 du décret du
22 octobre 1929 qui le concernent, le dénommé ci-dessus a
été rengagé pour (5).....

pour compter du..... dans le corps des.....
en qualité de.....

Fait à le

Le comparant,

Le.....

(1) Avec ou sans prime.

(2) Corps des équipages de la flotte, des marins D. P., pompiers,
guetteurs ou surveillants militaires ou personnel des musiques de la
flotte.

(3) Grade, nom et prénoms

(4) Autorité qui autorise le rengagement.

(5) Durée en toutes lettres.

MODÈLE N° 6.

Port
de.....
N° d'ordre.....
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ARMÉE DE MER

ACTE DE RENGAGEMENT

(1) prime.
dans le (2)

Le (3)

né le 19...., à
immatriculé au bureau maritime de recrutement de.....
....., a promis de continuer à servir avec
fidélité et honneur et de rester au service pendant.....

à partir du.....

En conséquence, le dénommé ci-dessus a été rengagé pour
(5).....
dans le corps des
en qualité de.....

Fait à le

Le comparant,

Le.....

(a) A remettre à l'intéressé.

Port
de.....
N° d'ordre.....
MARINE NATIONALE
AVIS (*)
..... au bureau maritime de recrutement de.....

Le immatriculé à
....., sous le n°, a été rengagé pour
....., le
pour compter du 19...., en qualité
de dans le corps des

A le 19....

(*) A envoyer immédiatement au port d'immatriculation du marin
engagé.

M A R I N E N A T I O N A L E

NOMINATIONS

EXTRAIT du J.O. de la R.F. du 13 décembre 1933 page 12372.

Par décret en date du 9 décembre 1933, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies, M. BOUCHET (Louis-Henri), Chef de bureau hors classe des Secrétariats généraux des Colonies, précédemment délégué dans les fonctions de Secrétaire Général des Etablissements français de l'Océanie, a été délégué dans les mêmes fonctions à la Nouvelle-Calédonie, en remplacement de M. Reynaud, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

EXTRAIT du J.O. de la R.F. du 13 décembre 1933, page 12372.

Par décret en date du 9 décembre 1933 rendu sur la proposition du Ministre des Colonies, M. LE BOUCHER, (Alexandre), Sous-Chef de bureau hors classe à l'Administration Centrale du Ministère des Colonies, en service détaché, a été délégué dans les fonctions de Secrétaire Général du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie, en remplacement de M. BOUCHET, appelé à d'autres fonctions.

EXTRAIT du J.O.R.F. du 20 janvier 1934, page 553.

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 15 janvier 1934, sont promus dans le Cadre Général des Travaux Publics et des Mines des Colonies (Travaux Publics) et pour compter du 1^{er} janvier 1934 :

(Pour continuer ses services en Océanie).

Au grade d'adjoint technique principal de 1^{re} classe M. CAZABAN-MAZEROLLES (reliquat néant) adjoint technique principal de 2^e classe.

EXTRAIT du J.O.R.F. du 20 janvier 1934, page 553.

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 15 janvier 1934, sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1934, dans le cadre des Ports et Rades aux Colonies ;

Au grade de Capitaine de Port de 2^{me} classe et pour continuer ses services en Océanie.

M. JACOB, Capitaine de Port de 3^{me} classe (conserve un reliquat d'ancienneté de 1 an, 6 mois, 16 jours.)

Par décret du 25 janvier 1934 et pour compter du 1^{er} janvier 1934 M. BRUNET (Jean), Chef de Bureau de 2^{me} classe des Secrétariats Généraux a été promu à la 1^{re} classe de son grade.

Distinction honorifique.**LÉGION D'HONNEUR.**

Par décret en date du 5 janvier 1934, rendu sur la proposition du Ministre des colonies,

Vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 29 décembre 1933, portant que les nominations faites aux termes dudit décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur ;

Ont été promus et nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur, au titre civil :

Au grade de chevalier.

M. MOREAU (Octave), pasteur de l'Eglise réformée ; 46 ans 11 mois 3 jours de services et de pratique professionnelle, dont 5 ans de majoration pour mobilisation. Est, en Océanie, un des plus actifs et des plus zélés agents de l'influence française.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL**DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

Audience du 23 décembre 1933.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements Français de l'Océanie.

Vu la requête présentée par MM. Georges Lagarde, Terapiiti à Tautu, dit Cérans et Lacoste, en date du 19 décembre 1932, tendant à ce qu'il soit décidé :

1^o que seront rapportées comme étant prises en violation de l'arrêté du 12 août 1932 attribuant des remises aux Dames fonctionnaires et Agents détachés au Service des Contributions ;

2^o que les remises revenant aux employés des Contributions pour les mois de Mai, Juin, Juillet 1932 seront réparties entre les seuls employés des cadres du Service des Contributions ;

Vu les mémoires en défense déposés par le Service local tendant au débouté de la demande des requérants ;

Oui le Conseiller rapporteur en son rapport ;

Le Commissaire du Gouvernement en ses conclusions tendant à l'irrecevabilité de la demande ;

Considérant que les règles de la procédure devant les Conseils du Contentieux administratif ont été édictées par le décret du 5 août 1881, promulgué dans les Etablissements Français de l'Océanie par l'arrêté du 31 janvier 1882 ;

Considérant que l'article 11 du décret susvisé dispose que le recours au Conseil de Contentieux contre une décision qui y ressortit n'est pas recevable après le délai suivant :

1^o Si la décision a été rendue dans la Colonie où le demandeur en recours demeure ou a élu domicile, le délai pour se pourvoir est de trois mois ;

Considérant que les demandeurs se pourvoient contre deux décisions contenues : la première dans l'arrêté du douze août mille neuf cent trente-deux publié au *Journal officiel* de la Colonie du premier septembre mil neuf cent trente-deux, la deuxième

me dans la lettre du douze septembre mil neuf cent trente-deux de M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie;

Considérant que le recours des demandeurs ayant été formé par un mémoire déposé entre les mains de M. le Secrétaire-archiviste du Conseil du Contentieux Administratif le dix-neuf décembre mil neuf cent trente-deux, plus de trois mois se sont écoulés entre les décisions incriminées et le dépôt de la requête; Considérant que c'est en vain que pour faire échec à ce principe, les demandeurs ont fait état de l'article 50 du décret du 28 décembre 1885 instituant le Conseil général dans les Etablissements français de l'Océanie;

Que sans rechercher quelle peut être la valeur actuelle de ce décret, il y a lieu de retenir que cet article vise les actions judiciaires portées devant les Tribunaux judiciaires et non point une action administrative contre une décision de M. le Gouverneur que les parties elles-mêmes ont portée devant le Conseil du Contentieux administratif;

Par ces motifs,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La demande de MM. Lagarde, Teraipiti a Tautu, dit Cérans et Lacoste est irrecevable comme ayant été formée plus de trois mois après les décisions incriminées.

Art. 2. — Condamne les demandeurs aux dépens.

Ainsi fait et jugé le vingt-trois décembre mil neuf cent trente-trois en audience publique où siégeaient :

MM. de Monti-Rossi, Procureur de la République,	
Chef du Service judiciaire, Délégué du Gouverneur,	<i>Président;</i>
Aumont, Membre ad hoc, en remplacement de M. Brunet, Secrétaire Général ad hoc empêché,	<i>Conseiller.</i>
Cury, Président du Tribunal Supérieur d'appel, en remplacement du Chef du Service Judiciaire appelé à la Présidence,	<i>id.</i>
Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines,	<i>id.</i>
Baranger, Président du Tribunal de Première Instance,	<i>id.</i>
Bogat, Sous-chef de Bureau des Secrétariats généraux,	<i>id.</i>
Pia, Chef de Cabinet,	<i>Commissaire du Gouvernement, Secrétaire-archiviste.</i>

Le Président,

DE MONTI-ROSSI.

Le Juge-Rapporteur,
BARANGER.

Le Secrétaire-Archiviste,
PIA.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 23 décembre 1933.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements Français de l'Océanie.

Vu la requête présentée par Madame Lavigne Eugénie, infirmière à l'Hôpital Colonial à Papeete, tendant à voir annuler :

1^o l'arrêté local n° 960 c. du 29 décembre 1931 rendant transitoire le droit au logement ou à une indemnité représentative du personnel infirmier.

2^o l'arrêté local modificatif n° 698 s. g. du 12 août 1932 réduisant d'un tiers l'indemnité de logement au personnel infirmier.

3^o la décision tacite du 1^{er} janvier 1933 supprimant les deux autres tiers de ladite indemnité de logement au personnel infirmier à compter de cette date sans que cette mesure ait été rendue officielle.

4^o la décision tacite fixant arbitrairement le taux de l'indemnité de logement du personnel infirmier bien au dessous du coût réel d'un modeste loyer.

5^o la décision tacite qui consiste à méconnaître le nombre considérable d'heures supplémentaires imposées au personnel infirmier et à ne pas les lui payer ni les lui compenser autrement conformément aux stipulations des art. 17 et 18 de l'arrêté local n° 960 c. du 29 décembre 1931.

6^o de la décision irrégulière qui par le moyen de l'art. 18 de l'arrêté local n° 960 fait commencer et cesser le droit au paiement des heures supplémentaires de 20 heures à six heures alors qu'elles sont dues dès l'instant qu'elles sont effectuées en dehors de celles régulièrement fixées.

7^o de la décision irrégulière qui par le moyen de l'art. 19 dudit arrêté nie l'obligation pour l'Administration d'exécuter le droit de compensation résultant de la conversion par substitution d'un nombre égal d'heures de liberté à celles supplémentaires effectuées et non rétribuées qu'elle préconise.

8^o la décision tacite qui consiste à ne pas faire bénéficier le personnel infirmier du repos hebdomadaire; tendant également :

1^o au rétablissement de l'indemnité de logement et ce à un taux représentant effectivement le coût réel d'un loyer adéquat à sa fonction avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1932.

2^o au paiement des heures supplémentaires qu'elle a effectuée en dehors de celles régulièrement fixées avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1932.

3^o Au rétablissement du repos hebdomadaire.

Vu les mémoires des 29 avril, 31 mai, déposés par Mr Pailloux au nom du Service local.

Vu les mémoires en réponse et en duplique déposés par Madame Lavigne les 18 mai et 16 juin 1933;

Où le Conseiller rapporteur en son rapport et le Commissaire du Gouvernement en ses conclusions, tendant à l'incompétence du Conseil du Contentieux;

Considérant que le décret du 5 août 1881, qui a déterminé les règles de l'organisation et de la compétence des Conseils du Contentieux Administratif, dispose dans son art. 3 que le Conseil privé, constitué en Conseil du Contentieux Administratif, connaît en cette qualité de toutes les matières énumérées aux art. 160 de l'Ordonnance du 21 août 1825 et 176 de l'Ordonnance du 9 février 1827 à l'exception de celles qui sont mentionnées aux paragraphes 1^{er} et II des dits articles;

Considérant que l'article 160 (modifié) de l'Ordonnance du 21 août 1825 énumère les espèces dont le Conseil du Contentieux Administratif peut être Compétemment saisi;

Considérant que la demande de Madame Lavigne tendant à l'annulation d'arrêtés qu'elle prétend, avoir été pris par Monsieur le Gouverneur en violation de ses droits ne saurait constituer le recours du contentieux administratif prévu au paragraphe 13 de l'art. 160 de l'Ordonnance du 21 août 1825;

Considérant en effet qu'il est de jurisprudence, que l'expression

de "contentieux en général" ne peut s'appliquer au contentieux de l'annulation; que cette thèse a été consacrée notamment par un arrêté du Conseil d'Etat en date du 2 avril 1897;

Considérant au reste que l'art. 9 de la loi du 24 mai 1872 porte que le Conseil d'Etat statue souverainement sur les recours, en matière de contentieux administratif et sur les demandes d'annulation pour excès de pouvoir, formés contre les actes de diverses autorités administratives;

Considérant qu'en conséquence tous les recours directs ou incidents formés pour excès de pouvoir contre les actes de diverses autorités coloniales sont de la compétence du Conseil d'Etat et non du Conseil du Contentieux;

Considérant que les demandes formulées sous les Nos 1 à 8 inclus du dispositif de la requête introductive d'instance de Madame Lavigne du 20 février 1933, tendant tant dans leur lettre, que dans leur esprit à l'annulation des arrêtés n° 960 c du 29 décembre 1931, 698 s. g., du 12 août 1932, ne sont pas de la compétence du conseil du Contentieux; que les demandes tendant au rétablissement de l'indemnité de logement, au paiement des heures supplémentaires et le repos hebdomadaire ne pourraient être admises, que s'il était fait droit à la demande d'annulation des textes sus-visés;

Par ces motifs,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Se déclare incompétent.

Art. 2. — Condamne Madame Lavigne aux dépens.

Ainsi fait et jugé le vingt trois décembre mil neuf cent trente trois en audience publique où siégeaient :

MM. de Monti-Rossi, Procureur de la République,
Chef du Service Judiciaire, Délégué du Gouverneur,

Président;

Brunet, Chef de bureau des Secrétariats Généraux, Secrétaire Général ad hoc en remplacement du Secrétaire Général, en congé,

Conseiller;

Cury, Président au Tribunal supérieur d'appel, en remplacement du Chef du Service judiciaire appelé à la Présidence,

d°

Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines,

d°

Baranger, Président du Tribunal de Première Instance,

d°

Bogat, Sous-chef de Bureau des Secrétariats Généraux,

Commissaire du Gouvernement;

Pia, Chef de Cabinet,

Secrétaire-archiviste;

Le Président;

DE MONTI-ROSSI.

Le Juge-rapporteur,
BARANGER.

Le Secrétaire-archiviste,
PIA.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

ARRÊTÉ n° 105 s. g., organisant le contrôle de l'abatage des animaux en vue de la consommation et le colportage de la viande à Tahiti.

(Du 23 février 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 21 juin 1887 promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 10 mai 1882 sur les Etablissements insalubres de la Guadeloupe;

Vu l'arrêté du 31 mars 1923 portant application aux Etablissements français de l'Océanie de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique et notamment l'article 11;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, promulguée à la Colonie par arrêté local du 20 mai 1933;

Vu l'article 477 du Code Pénal concernant la saisie, la confiscation et la destruction des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles;

Vu l'arrêté n° 416 s. g. du 9 juin 1933 sur la circulation routière;

Considérant qu'il convient de sauvegarder la santé et l'hygiène publiques en évitant l'abatage, en vue de la consommation, d'animaux malades ou débilités;

Considérant, d'autre part, qu'il importe de dépister les maladies contagieuses des animaux transmissibles par ingestion à l'espèce humaine;

Considérant enfin qu'il convient de mettre un frein à certaines pratiques anti-hygiéniques, répugnantes et dangereuses qui risquent de compromettre le bon renom du commerce de la boucherie et de la charcuterie aux Etablissements français de l'Océanie;

Considérant qu'il convient de donner aux intéressés le temps nécessaire de prendre les dispositions utiles;

Vu le vœu émis par le Conseil Municipal au cours de sa séance du 25 août 1933;

Sur le rapport du Chef du 2^{me} Bureau du Secrétariat Général;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 21 février 1934,

ARRÊTE :

CHAPITRE I^{er}

Animaux de consommation.

Article 1^{er}. — Les animaux domestiques susceptibles d'être publiquement mis en vente pour être consommés sont :

Le taureau, le bœuf, la vache et le veau,

Le cheval, l'âne et le mulet,

Le bouc, la chèvre et le chevreau,

Le bœlier, la brebis et l'agneau,

Le verrat, la truie et le porcelet.

Toutes les espèces d'oiseaux dits de basse-cour, poules, dindons, oies, pintades, canards, lapins, etc.. le gibier divers.

Art. 2. — Les détaillants bouchers et charcutiers sont tenus de faire connaître à la clientèle la qualité exacte des produits mis en vente par eux.

Ainsi la chèvre ne saurait être vendue pour du mouton, ni le chevreau pour de l'agneau, non plus le bœuf pour du veau, sous peine de contravention tombant sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905.

A cet effet, il est précisé :

Que le mot "veau" en terme de boucherie s'applique uniquement à un animal de l'espèce bovine, âgé au maximum de 4 mois.

Que le mot "agneau" s'applique uniquement à un animal de l'espèce ovine âgé de 1 mois 1/2 au maximum.

Que le mot "chevreau" s'applique uniquement à un animal de l'espèce caprine âgé de 1 mois 1/2 au maximum.

Que le mot "porcelet" s'applique uniquement à un animal de l'espèce porcine âgé de 2 mois au maximum.

CHAPITRE II

Abatage des animaux.

Art. 3. — Quiconque se propose d'abattre régulièrement des animaux de boucherie en vue de la vente pour la consommation est tenu de faire la demande d'ouverture d'une tuerie particulière.

Cette demande, adressée au Gouverneur, devra être accompagnée d'un plan sommaire en deux expéditions, indiquant la disposition de la tuerie, sa situation exacte par rapport au terrain compris dans un cercle de 100 m. de rayon autour d'elle.

En tout état de cause, le sol sera obligatoirement cimenté avec une pente suffisante pour permettre le lavage et faciliter l'écoulement des eaux usées.

La tuerie sera couverte de façon suffisante. Des portants seront établis de telle sorte que les carcasses ne puissent jamais traîner sur le sol dès qu'elles seront suspendues.

Les tueries seront défendues contre les rats.

Aucune tuerie ne sera autorisée si elle doit gêner par l'écoulement de ses eaux vannes, l'usage habituel des rivières ou ruisseaux de la Colonie.

Les tueries de Papeete, Pirae, Arue, Fa'aa qui pourront justifier d'une autorisation administrative, seront laissées en l'état actuel sous réserve de modifications jugées indispensables par le Vétérinaire du Service Local jusqu'au jour où l'abattoir de Papeete sera établi, ce qui, de droit, entraînera leur suppression.

Art. 4. — Le Vétérinaire du Service Local assurera le contrôle d'installation de chaque tuerie qui fera l'objet d'une enquête de commodo et incommodo dans les conditions déterminées par le décret du 21 juin 1887 sur les établissements insalubres. Il transmettra le procès-verbal de ses constatations avec son avis motivé au Chef de la Colonie qui statuera en dernier ressort.

En cas d'acceptation, une autorisation régulière sera renvoyée au demandeur, jointe à un des deux plans qui lui sera remis dûment timbré. L'Administration conservera l'autre plan pour surveiller les changements ou modifications futurs.

Art. 5. — Les tueries particulières autorisées seront tenues dans le plus grand état de propreté. Elles seront l'objet de visites inopinées du Vétérinaire du Service Local au titre des établissements classés de 2^{me} catégorie.

Chaque visite fera l'objet d'un rapport motivé.

En cas de non conformité aux règles de l'hygiène et de la salubrité, ces tueries, après un rappel à l'ordre à l'intéressé seront fermées par arrêté qui précisera, pour chaque cas, que l'autorisation d'ouverture est suspendue ou retirée.

Un état des abatages journaliers sera tenu par le gérant de la tuerie. Le modèle sera fourni par l'Administration. Cet état sera adressé chaque mois, au Service Vétérinaire, après avoir été vérifié et visé par le Chef du district de la tuerie.

Art. 6. — L'abatage des animaux en vue de la consommation publique sera interdit dans tout autre endroit que les tueries autorisées, sauf autorisation spéciale et motivée du Vétérinaire du Service Local. Les animaux ainsi abattus hors des tueries feront l'objet, par les soins du Chef de district, d'un état mensuel qui sera joint à ceux des tueries particulières du district.

CHAPITRE III

Transport des viandes abattues.

Art. 7. — Les voitures spécialement affectées au transport de la viande devront toujours être d'une propreté parfaite, munies d'un double plancher et les viandes enveloppées de toile d'une propreté irréprochable.

Art. 8. — Aucune viande destinée à la consommation ne pourra être transportée dans les voitures, fourgons, autobus ou navires des services publics que si elle est absolument protégée contre les souillures extérieures.

A cet effet, les viandes voyageront en paniers d'osier ou de bois à claire-voies rigides et portant une couverture mobile. Les carcasses seront débitées en demi ou quart d'animal. Elles seront soigneusement enveloppées de toiles blanches très propres.

Les "abats" voyageront en récipients métalliques, dont l'orifice sera recouvert de toile blanche propre.

Les paniers devront porter d'une façon apparente et indélébile, le nom et l'adresse de l'expéditeur.

Art. 9. — Dans le cas, où du fait d'un emballage insuffisant la viande transportée aurait été souillée pendant le transport, celle-ci sera saisie en partie ou en totalité sans préjudice de sanctions contre l'expéditeur défaillant, sauf pour celui-ci à faire la preuve que la faute en incombe au transporteur.

CHAPITRE IV

Vente des viandes, inspection et estampillage.

Art. 10. — Aucune viande destinée à la consommation ne pourra être mise en vente dans la Commune de Papeete que si elle porte l'estampille de l'Inspecteur.

Art. 11. — Le contrôle sanitaire et hygiénique des viandes de consommation est assuré avant tout débit par le Service Vétérinaire.

Ce contrôle aura lieu de la façon suivante :

1° Pour les viandes abattues dans la Commune de Papeete, les districts de Pirae, d'Arue et de Fa'aa ;

Tous les jours à l'abattoir temporaire de Papeete, à Tipaerui à 17 heures.

2° Pour les viandes abattues hors Papeete, Pare-Pirae, Arue et Fa'aa et destinées à être vendues sur le marché de Papeete (viandes dites foraines) ;

a) Inspection chez le Vétérinaire à 17 heures chaque jour pour les viandes arrivant le jour ;

b) Inspection au marché à 5 h. 30 du matin pour les viandes arrivant la nuit.

A titre temporaire et jusqu'à la construction de l'abattoir de Papeete, l'inspection des viandes abattues ou destinées à Papeete aura lieu chaque jour aux heures indiquées, aux mêmes endroits.

3° Les viandes abattues dans les tueries autorisées des districts et destinées aux districts eux-mêmes seront examinées et poinçonnées par le Vétérinaire au hasard de visites inopinées.

Art. 12. — Toutes les viandes présentées à l'estampillage devront être présentées à l'Inspecteur par 1/2 ou 1/4 de carcasse, les poumons adhérents à une des deux moitiés, par la trachée. Le foie sera présenté en même temps que les quartiers.

CHAPITRE V

Pénalités.

Art. 13. — Toute infraction aux dispositions qui précèdent à l'exception de celles concernant le chapitre 1^{er}, sanctionnées par la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, sera punie des peines prévues aux articles 475, 477 et 478 du code pénal.

La saisie et la destruction des viandes seront toujours opérées aux frais de l'intéressé.

L'autorisation de tenir une tuerie pourra en outre être suspendue ou retirée par arrêté du Gouverneur.

Art. 14. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 15. — Le Secrétaire Général du Gouvernement, le Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire, le Maire de la Commune de Papeete, les Administrateurs et Représentants de l'Administration, les Chefs de districts, les Agents de la Force publique et le Vétérinaire du Service local, Inspecteur des viandes et des denrées d'origine animale de la Colonie, sont chargés chacun en ce qui, le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et notifié partout où besoin sera entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

Papeete, le 23 février 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 106 s. g., modifiant les dispositions de l'article II relatif à l'expertise de l'arrêté du 29 mars 1926, réglementant la cueillette, le transport et la préparation de la vanille dans les Etablissements Français de l'Océanie

Du 23 février 1934.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 29 mars 1926, réglementant la cueillette, le transport et la préparation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 21 février 1934 ;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — La classification de la vanille prévue à l'article II de l'arrêté susvisé du 29 mars 1926 est modifiée comme suit :

Qualité extra	Comprend les vanilles choisies de qualité supérieure, saines, entières de couleur uniforme brun foncé mesurant au moins 20 cm.
Bande bleu foncé	

Qualité extra A même bande	Comprend les vanilles choisies de qualité supérieure, saines, de couleur uniforme brun foncé mesurant au moins 20 cm. mais fendues.
----------------------------	---

Première qualité Bande rouge	Comprend les vanilles choisies, de qualité supérieure, saines, entières de couleur uniforme brun foncé, mesurant au moins 18 cm.
------------------------------	--

Première qualité A Bande rouge	Mêmes caractéristiques, mais fendues.
--------------------------------	---------------------------------------

Deuxième qualité Bande blanche	Comprend les vanilles de bonne qualité marchande, saines, entières mesurant au moins 14 cm.
--------------------------------	---

Mêmes caractéristiques, mais fendues.

Deuxième qualité A Bande blanche	
Troisième qualité Bande jaune	Comprend les vanilles de bonne qualité, saines, entières, mesurant moins de 14 cm.

Mêmes caractéristiques, mais fendues.

Troisième qualité A Bande jaune	
Quatrième qualité Bande verte	Comprend les vanilles de qualité inférieure, de toutes longueurs, maigres, fendues, ou rognées.

Cinquième qualité Bande noire	Comprend les vanilles avariées.
-------------------------------	---------------------------------

Art. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1935.

Art. 3. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 107 s. g., portant approbation du budget de la Chambre de Commerce.

(Du 23 février 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

• Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 36 du décret du 10 octobre 1922, portant réorganisation de la Chambre de Commerce de Papeete ;

Sur la proposition du Chef du bureau d'Administration générale ;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 21 février 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le budget de la Chambre de Commerce, pour l'Exercice 1934, arrêté en recettes et en dépenses à 55.000 francs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 109 s. g., rapportant l'arrêté n° 371 du 21 mai 1928, et modifiant celui n° 466 s. g., du 3 juin 1932 sur le régime des déplacements.

Du 23 février 1934.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 371, du 21 mai 1928, allouant une indemnité de séjour aux Chefs de districts ;

Vu l'arrêté n° 466 s. g., du 3 juin 1932, portant règlement sur le régime des déplacements dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 août 1932 sur les frais de déplacement aux colonies ;

Vu la circulaire ministérielle n° 26976/A 38 du 5 septembre 1932 ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur le rapport du Chef du Bureau des finances,

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 21 février 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté n° 371, du 21 mai 1928, allouant une indemnité de séjour aux Chefs de districts est rapporté.

Art. 2. — Les Présidents des Conseils de districts, les Chefs d'arrondissements, de districts et de vallées sont classés à la 3^e catégorie au point de vue de déplacement. Ils auront droit aux indemnités de déplacement au taux fixé d'après leur catégorie.

Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté n° 466 s. g., du 3 juin 1932 sont modifiées ou complétées comme il est dit ci-dessous :

(Article 4.)

Le paragraphe 3 est modifié et complété comme suit :

Le personnel des cadres locaux est classé, par catégorie ainsi qu'il suit :

Personnel ayant une solde de présence inférieure à 15.000 frs. 4^{me} catégorie.

Personnel ayant une solde de présence de 15.000 à 25.000 frs. exclus. 3^{me} catégorie.

Personnel ayant une solde de présence de 25.000 frs. et au-dessus. 2^{me} catégorie.

Toutefois, les agents appartenant à l'échelon supérieur de grade

rangés par leur solde à la seconde catégorie, ne pourront bénéficier des avantages de ce classement qu'à dater du moment où ils réuniront 14 ans de services civils effectifs.

Aucun fonctionnaire rémunéré sur les fonds du Budget local ne peut-être classé à une catégorie inférieure à la deuxième lorsqu'il est chargé des fonctions de Chef d'un service, même par intérim.

Le paragraphe 5 est abrogé.

Le paragraphe "in fine" est modifié et complété par le tableau ci-après :

Désignation des catégories	Messageries Maritimes. Ligne de la Nouvelle-Calédonie (via Panama)	Union Steam Ship Cie Ligne de Sydney-San-Francisco	Goélettes subventionnées ou autres
1 ^{re} catégorie A.	1 ^{re} classe. — Cabine de priorité.	1 ^{re} classe. — Cabine de luxe.	1 ^{re} classe.
1 ^{re} catégorie B.	1 ^{re} classe. — Cabine de priorité.	1 ^{re} classe. — Cabine de pont.	1 ^{re} classe.
2 ^{me} catégorie.	1 ^{re} classe. — Cabine ordinaire.	1 ^{re} classe. — Cabine ordinaire.	1 ^{re} classe.
3 ^{me} catégorie.	1 ^{re} classe. — id.	2 ^{me} classe.	1 ^{re} classe.
4 ^{me} catégorie.	2 ^{me} classe. — id.	3 ^{me} classe.	2 ^{me} classe.

(Article 8)

Le tableau annexé à l'article 8 est modifié et complété comme suit :

Désignation des catégories du personnel	Indemnité de transport	Indemnité journalière		Indemnité partielle correspondant à un repas ou à un découcher.
		Normale (déplacement définitif)	Réduite (déplacement temporaire)	
1 ^{re} catégorie A (1)	Cette indemnité est payable sur mémoire certifié par le fonctionnaire, employé ou agent jusqu'à concurrence de la somme de vingt francs (20).	54 »	41 »	18 »
— B.		48 »	36 »	16 »
2 ^{me} —		39 »	29 »	13 »
3 ^{me} —	Au delà de cette somme l'indemnité ne sera payable que sur présentation d'une facture acquittée.	30 »	22 »	10 »
4 ^{me} —		21 »	15 »	7 »

(1) A l'exclusion du Chef de la Colonie qui bénéficie du tarif fixé par le décret du 2 mars 1910, modifié par les décrets des 8 décembre 1925, 1^{er} septembre 1926, 2 juin 1927 et 28 février 1933 (72 frs. par jour avec maximum de 3.600 frs. par an).

Le paragraphe "in fine", de l'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le décompte de ces indemnités s'établit comme suit :

Pour tout déplacement ou fin de déplacement :

a) dont la durée n'excède pas 6 heures, il n'est alloué aucune indemnité ;

b) dont la durée est comprise entre 6 heures et 12 heures inclus, il est alloué une indemnité de repas ou une indemnité de découcher ;

c) dont la durée est comprise entre 12 heures et 18 heures inclus, il est alloué deux indemnités de repas ou une indemnité de repas et une indemnité de découcher ;

d) dont la durée est comprise entre 18 heures et 24 heures inclus il est alloué une indemnité journalière.

Article 12.

Remplacer le 2^e paragraphe par les dispositions suivantes :

« L'indemnité de transport ne sera allouée que si l'Administration n'a pas été en mesure de fournir les moyens de transport en nature. »

Article 13.

Remplacer le 1^{er} paragraphe par les dispositions suivantes :

« Lorsque le transport a lieu sur des voies terrestres qui ne sont pas desservies par une entreprise de transports, et lorsque les moyens de transport n'ont pu être fournis en nature par l'Administration, les fonctionnaires, employés et agents de toutes catégories, reçoivent l'indemnité de transport comme il est spécifié au paragraphe 2 de l'article 12 ci-dessus. »

Article 16.

Remplacer le 2^{me} paragraphe par les dispositions suivantes :

« En cas de déplacement temporaire l'indemnité réduite est seule acquise pendant toute la durée du séjour obligatoire hors de la ré-

sidence. Toutefois, lorsque le séjour dans la même localité se prolonge au delà de trente jours, l'indemnité journalière normale est réduite de moitié; elle ne peut, à moins de décision spéciale du Gouverneur, être payée pendant plus de trois mois dans la même localité. »

Supprimer la mention "sauf le jour d'arrivée à destination" dans les 2^e et 3^e alinéa de la colonne 2 du tableau annexé à l'article 16. »

Article 19.

Le tableau annexé à l'article 19 est modifié comme suit :

CATÉGORIES de fonctionnaire ou agent	POIDS DES BAGAGES ET DU MOBILIER y compris celui pour lequel la franchise est accordée par les compagnies de transport (a) et INDEMNITÉ d'embarquement et de débarquement de bagages ou de transbordement de bagages.						
	Pour le fonctionnaire ou agent				Pour la famille lorsqu'elle voyage avec son chef ou isolément		
	En déplacement temporaire	En déplacement définitif		Indemnité	En déplacement définitif		Indemnité
		Hors de la colonie	Dans la colonie		Hors de la colonie	Dans la colonie	
	kilog.	kilog.	kilog.	francs	kilog.	kilog.	francs
Gouverneur se rendant pour la première fois à son poste.	»	2.500	»	300	1.500	»	200
1 ^{re} catégorie A.	300	750	»	100	450	»	50
— B.	250	500	900	75	250	600	30
2 ^{me} —	200	400	800	50	250	500	30
3 ^{me} —	150	350	700	40	200	400	25
4 ^{me} —	100	300	600	35	150	300	20

(a) Lorsque la franchise accordée par les compagnies de transport est supérieure à celle attribuée par l'Administration, le fonctionnaire ou l'agent, ainsi que sa famille bénéficient du traitement le plus avantageux.

Sauf pour les déplacements définitifs à l'intérieur de la Colonie, le transport en franchise n'est accordé que pour les bagages proprement dits : vêtements, linge, vaisselle, objets de campement, ustensiles de toilette, petit mobilier non meublant, etc., à l'exclusion des meubles meublants et des objets d'approvisionnement dont le transport est à la charge des intéressés.

(Article 32.)

Le dernier paragraphe de l'article 32 est complété comme suit :

« Il est également applicable au personnel militaire hors cadres et aux militaires de la gendarmerie dont la solde est à la charge du budget local, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du décret du 5 octobre 1922 sur les déplacements des militaires isolés aux colonies, de l'arrêté n° 434 s. g., du 12 juin 1933, et de la circulaire ministérielle n° 8776 2/1 du 14 novembre 1933.

Art. 4. — Les déplacements en cours d'exécution au moment de la mise en vigueur du présent arrêté seront réglés suivant les dispositions ci-dessus.

Art. 5. — Le Chef du bureau des finances, les Chefs de service, Administrateurs et Chefs de circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et entrera en vigueur du jour de sa publication au Journal Officiel de la Colonie.

Papeete, le 23 février 1934.
L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 111 j., *habilitant certains comptables publics à l'effet de recevoir les amendes après arbitrage.*

(Du 23 février 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les articles 142, paragraphes 1 et 2 et 230 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation du Service de la Justice et déterminant les règles de la procédure à suivre dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 22 février 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. En matière de simple police dans le ressort du Tribunal de Papeete, le Receveur de l'Enregistrement et des Domaines et les Gérants de compte du Trésor, sont habilités à recevoir le montant des amendes après arbitrage.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 février 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 122 j., *portant création de Justices de Paix à compétence ordinaire.*

(Du 26 février 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 novembre 1933, portant réorganisation judiciaire et règles de procédure dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 22 février 1934.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est créé quatre Justices de Paix à compétence ordinaire dans les Etablissements français de l'Océanie.

Le siège de ces Justices de Paix est fixé comme suit ;

a) à *Taiohae*, pour les îles Nuku-Hiva, Ua-Uka, Ua-Pou, Eiao et les îlots qui en dépendent ;

b) à *Atuona*, pour les îles Hiva-Oa, Motane, Tahuata, Fatu-Hiva et les îlots qui en dépendent ;

c) à *Fakarava*, pour les îles Matahiva, Tikehau, Rangiroa, Manihi, Ahe, Arutua, Apataki, Kaukura, Niau, Takaroa, Takapoto, Taiaro, Aratika, Kauehi, Toau, Raraka, Fakarava, Faaite, Tikei, Tahanea, Taenga, Katiu, Makemo, Tuanake, Hiti, Tepoto, Nihuru, Hereheretue, Marutea, Motu-Tunga, Anaa, Haraiki, Tepoto, Napuka, Puka-Puka, Takume, Fangatau, Fakahina, Raroia, Reka-reka, Tekokota, Tauere, Hikueru, Amanu, Reitoru, Marokau, Hao, Ravahere, Nengonengo, Paroa, Manuhaugi, Ahunui, Anu-Anu-Raio, Anu-Anu-Runga, Nukutipipi et les îlots qui en dépendent ;

d) à *Rikitea*, pour les îles Mangareva, Taravaï, Akamaru, Akena, Taku, Timoe, Vairaatea, Akiaki, Vanavana, Moruroa, Puka-Puka, Vahitahi, Nukutavake, Fangataufa, Pinaki, Tatakoto, Tu-reia, Morane, Pukaruha, Tenararo, Maturavavao, Vahaga, Reao, Tenarunga, Maria, Marutea du Sud et les îlots qui en dépendent.

Art. 2. — Sont et demeurent abrogés tous les textes contraires au présent arrêté.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ autorisant la formation d'une association agricole à Papeete.

Par arrêté du Gouverneur, en date du 17 février 1934, est autorisée la formation, à Papeete, d'une association agricole dite "*La Tahitienne*", conformément aux statuts annexés au présent arrêté.

La présente autorisation demeure essentiellement révocable.

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ autorisant la formation d'une association agricole à Pare-Arue.

Par arrêté du Gouverneur, en date du 28 février 1934, est autorisée la formation, à Pare-Arue d'une association agricole dite "*Tetaitute*", conformément aux statuts annexés au présent arrêté.

La présente autorisation demeure essentiellement révocable.

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ autorisant la formation d'une association agricole à Haapape-Mahina.

Par arrêté du Gouverneur, en date du 28 février 1934, est autorisée la formation, à Haapape-Mahina d'une association agricole dite "*Matavai*", conformément aux statuts annexés au présent arrêté.

La présente autorisation demeure essentiellement révocable.

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

EXTRAITS

Actes du Gouvernement local.

Par décision du Gouverneur, n° 93 c., en date du 15 février 1934, M. Tavanaiti a Tuihani, agent de police, remplira les fonctions d'officier d'Etat-civil du district d'Avera à compter du 12 février 1934 et pendant l'absence de M. Teraimateata a Tino, Chef du district.

Par décision du Gouverneur, n° 94 s.g., en date du 15 février 1934, le taux de la prime à l'exportation de la banane est fixé à 0 fr. 75 par kilogramme pour l'année 1933.

Par décision du Gouverneur, n° 96 c., en date du 16 février 1934, la décision n° 55 du 19 juin 1928 nommant Teata Itemaera a Teahi, moniteur à Avatoru est rapportée à compter du 1^{er} janvier 1933.

M. Guitteny (Jean) infirmier de 5^e classe en service à Avatoru remplira provisoirement et pour compter du 1^{er} janvier 1934, les fonctions de moniteur à Avatoru.

Par décision du Gouverneur, n° 99 s.g., en date du 16 février 1934, le taux de la prime à l'exportation du café à répartir au titre du 4^{me} trimestre 1933 est fixé à 2 francs 10 par kilogramme.

Par décision du Gouverneur, n° 100 s.g., en date du 17 février 1934, M^{me} Griffault (Henriette), est chargée du service des pensions et allocations militaires.

Par décision du Gouverneur, n° 103 c., en date du 19 février 1934, M. Marhic, Chef du Service des Douanes et Contributions est désigné pour représenter et défendre la Colonie des Etablissements français de l'Océanie dans l'affaire Jaroslov, engagée devant le Conseil du Contentieux administratif.

Par décision du Gouverneur, n° 104 i. p., en date du 22 février 1934, est prolongé jusqu'à la veille de son embarquement pour rejoindre son poste le congé sans solde pour affaires personnelles accordé par décision n° 67 c. du 3 février 1934 à M^{me} Triffe (Maria), institutrice stagiaire du cadre local.

Par décision du Gouverneur, n° 108 s.g., en date du 23 février 1934, M. R. Pailloux, commis de 1^{re} classe des Services civils est désigné :

1° pour remplir les fonctions de Secrétaire du Conseil d'Administration de la Caisse Centrale du Crédit Agricole Mutuel avec voix consultative ;

2° pour exercer le contrôle permanent des Caisses locales et des Associations qui auront reçu des avances de la Caisse Centrale

conformément à l'article 48, paragraphe 2 du décret du 13 décembre 1932.

3° pour la rédaction des contrats de prêts conformément aux articles 15 et 17 du décret.

Sont rapportées les décisions n°s 623 et 624 s.g., du 1^{er} octobre 1933 en ce qu'elles ont désigné MM. Bouzer et Grève-Cœur, respectivement dans les deux premières des susdites fonctions.

Par arrêté du Gouverneur, n° 110 s.g., en date du 23 février 1934, la somme de *Trois cent sept francs trente centimes*, décomposée comme suit, sera remboursée au Commandant du vapeur "*Bear of Oakland*" de la mission antarctique du Rear admiral Byrd, savoir :

a) droits de reconnaissance.....	18 50
b) droits de phare.....	44 40
c) droits d'amarrage.....	44 40
d) droits de pilotage.....	200 »

Total..... 307 30

La dépense est imputable au chapitre 7, article 1, paragraphe 5 du budget local.

Par arrêté du Gouverneur, n° 112 j., en date du 23 février 1934, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Harold, Stewart, Barton dit Desmond O'Brien, né à Dublin (Irlande), le 1^{er} août 1896, fils de Arthur Barton et de Harriet O'Brien, à l'effet de contracter mariage avec M^{lle} Vilna Spitz.

Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Par décision du Gouverneur, n° 114 i.p., en date du 23 février 1934, M^{me} Jardel (Marguerite) ex-institutrice suppléante dans le département de la Seine, titulaire du Brevet élémentaire, de la première partie du Brevet supérieur et du C.A.P. est nommée institutrice de 5^{me} classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie et affectée au cours complémentaire de l'Ecole Centrale de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 115 i.p., en date du 23 février 1934, les dispositions de la décision n° 166 c., du 3 mars 1933, chargeant M. Chaussin de cours à l'école de Fare (Huahine) sont abrogées.

M. Tisseron (René) en résidence à Huahine, est nommé moniteur à l'école de Fare en remplacement de M. Chaussin.

Par décision du Gouverneur, n° 116 i.p., en date du 23 février 1934, M^{lle} Leboucher (Yolande) admise à l'examen du Brevet élémentaire métropolitain le 6 décembre 1933 à Papeete, est nommée institutrice stagiaire pour compter du 19 février 1934.

M^{lle} Leboucher, est affectée à l'Ecole Centrale de Papeete en remplacement de M^{lle} Haereraaroa, appelée à d'autres fonctions.

AVIS OFFICIELS

ETAT faisant ressortir les quantités et la répartition des terre, maiore, etc., expédiées aux Tuamotu, du 1^{er} août 1933 au 1^{er} février 1934 inclus.

Iles	Terre	Maiore	Bananiers	Orangers	Citronniers	Figuier	Tarua	Sulfate de fer
Anaa.....	17.800 kgs.	54 plants	102 plants	2 plants	6 plants	1		
Marokau...	4.600 »	..	10 »	..	..	..
Hao.....	22.143 »	34 »	107 »	5 »	7 »	1		
Amanu....	10.150 »	15 »	57 »	4 »	5 »	1		
Fakahina..	9.022 »	45 »	78 »	2 »	4 »	1		
Fangatau..	12.935 »	30 »	89 »	3 »	5 »	1		
Makemo...	22.870 »	24 »	41 »	4 »	7 »	2		
Taenga....	720 »	..	..	..	..	..
Fakarava..	6.850 »	24 »	41 »	4 »	7 »	1		
Hikueru...	900 »	3 »	20 »	2 »	6 »	..		
Takaroa...	17.850 »	63 »	104 »	4 »	5 »	2		
Takapoto..	19.832 »	47 »	77 »	..	..	..
Manihi-Abe	9.500 »	10 »	20 »	5 »	..	..
Apataki...	6.300 »	23 »	41 »	3 »	5 »	1		
Rairoa....	5.950 »	20 »	19 »	..	..	1		
Tiputa....	400 »	..	..	..	..	..
Arutua....	1.100 »	..	..	..	..	..
Kaukura...	720 »	..	..	..	..	..
Tatakoto...	11.800 »	60 »	80 »	4 »	5 »	..		
Totaux..	181.442 kgs.	452 plants	886 plants	42 plants	62 plants	12	1.500 plants	9 barils

LISTE
des plants expédiés à Rapa-Rurutu-Tubuai.

- 2 Cassia auriculata
- 2 Bixa orellana
- 2 Sabal palmetto
- 2 Noronhia emarginata
- 2 Fiji fruit
- 2 Berrya ammonila
- 2 Polyalthia caffaeoides
- 2 Melia dubia
- 2 Gliricidia maculata
- 2 Poupulemouse
- 2 Guazuma tomentosa
- 2 Anodendron paniculatum
- 2 Pterocarpus indicus
- 2 Chrysophyllum monopyrenum
- 2 Cassia javanica
- 6 Juniperus procera
- 2 Ferns
- 8 Jacaranda mimosifolia
- 2 Bauhinia tomentosa yellow pini
- 2 Parkia biglandulosa
- 8 Desmodium gyrans
- 2 Glycosmis Pentaphylla
- 2 Acrocarpus fraxinifolius

(Embarqués sur la goélette "Mouette" le 3 février 1934).

AVIS

MM. les exportateurs de café sont informés que le taux de la prime à l'exportation du café à répartir au titre du 4^{me} trimestre 1933 est fixé à 2 fr. 10 par kilogramme.

Ils ont un délai de 3 mois, courant du 1^{er} mars 1934, pour demander la liquidation de leur créance.

Les demandes devront être adressées au Gouverneur sous le timbre: Secrétariat Général — 1^{er} Bureau.

AVIS

MM. les exportateurs de bananes sèches sont informés que la prime à l'exportation de la banane est fixée à 0 fr. 75 par kilogramme pour l'année 1933.

Ils ont un délai de trois mois, courant du 1^{er} mars 1934, pour demander la liquidation de leur créance.

Les demandes devront être adressées au Gouverneur sous le timbre: Secrétariat Général — 1^{er} Bureau.

AVIS

Messieurs les commerçants de la place sont informés qu'une adjudication pour la fourniture du pain et du vin nécessaire aux Troupes du Détachement d'Infanterie Coloniale de Tahiti pour le 2^{me} trimestre 1934, aura lieu au

bureau du Capitaine Commandant d'armes le Vendredi 16 mars à 9 heures.

Les cahiers des charges concernant ces fournitures sont déposés au bureau du détachement où ils peuvent être consultés tous les jours.

Avis au public

Le public est informé que les demandes d'autorisations de transferts de propriétés à insérer au *Journal officiel* de la Colonie, en exécution du décret du 4 juillet 1932 inséré au *Journal officiel* de la Colonie du 16 août 1932 n° 16 sont **payables d'avance**.

Aucune demande de cette nature ne sera désormais insérée si elle n'est accompagnée de la somme de *quinze francs* (15 francs) prix forfaitaire fixé pour chaque annonce.

Cette mesure sera applicable à partir du 1^{er} avril 1934.

DEMANDES DE VENTES

M. Théodore Bourgade demeurant à Papeari, demande l'autorisation d'acquérir les droits indivis de M. Tautu a Teuava et de M^{lle} Tetuāea a Teuava demeurant à Papeari, sur les terres "Tetahua" et "Faratauri" sises à Papeari.

M. Tahipani demeurant à Hakamaii, île Ua Pou, demande l'autorisation de vendre la terre "Haeapa" sise à Hakahau à M. Teikiūmapaatata demeurant à Hakahau et la terre "Mamaiai" sise à Hakahetau, même île, à M. Tuera Tapati demeurant à Hakahetau.

M. Tumataorani a Tamahao demeurant à Mahanatoa Raivavae demande l'autorisation de vendre à M^{me} Eiatea a Tufariua demeurant à Anatonu, même île, les terres "Tonatau", "Pioi" et "Matahariua" sises à Mahanatoa.

M. Maoae a Hopuu, demeurant à Tautira demande l'autorisation de louer pour 9 ou 18 ans à M. et M^{me} Nelson R. Wolfe, demeurant à Paea, une parcelle de la terre "Atitiapehu" sise à Paea.

M. Bunkley, propriétaire à Papeete, demande l'autorisation d'acquérir :

1° de M. Tihoni a Taie et de M^{me} Narii a Hiro demeurant à Pirae, la terre Tahutumu 1, sise à Fanatea district de Faaa.

2° de M. Tihoni a Taie et de M^{me} Teraihei a Tauri a Tuarau demeurant à Opoa, Raiatea, une parcelle de la terre Tahutumu sise à Fanatea, district de Faaa.

M. Lucien Sigogne, demande l'autorisation de vendre à M. Jean Degage, demeurant à Faaa, une parcelle de dix ares environ de la terre Tahutumu sise à Faaa.

M. Bailly, demeurant à Papeete, demande l'autorisation d'acquérir des époux Liot demeurant à Tours, partie des terres Araopo, Anaopare et Faatauamoa formant le plateau Victoria situé dans la vallée de Fautaua.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES DIVERSES

SERVICE DE L'ELECTRICITÉ

AVIS TRÈS IMPORTANT

Des accidents graves pouvant survenir par l'abatage d'arbres se trouvant à proximité des Lignes Electriques de Haute Tension, Monsieur Emile MARTIN, met en garde, Messieurs les propriétaires et le Public en général, contre les accidents graves et dangers de mort qui pourraient en résulter, dont ils encourent la responsabilité.

Il prévient que tous dommages occasionnés par ces accidents seront supportés par eux.

Monsieur Emile MARTIN prie les intéressés d'avertir le Service de l'Electricité afin que le courant soit interrompu pendant la durée des opérations d'abatage, afin d'éviter des accidents de personnes.

Papeete, le 16 janvier 1934.

E. MARTIN.

LA MAISON DES COLONIAUX DE VITTEL

D'accord avec le **Ministère des Colonies**, est ouverte, du 20 Mai au 25 Septembre, une **Maison des Coloniaux**, où sont reçus et traités, à des conditions spéciales, tous les fonctionnaires civils et militaires des Colonies envoyés officiellement par le Conseil Supérieur de Santé des Colonies ou les Commissions de Rapatriement.

Par ces deux sources : la "**Grande Source**" et la "**Source Hepar**", les seules à **VITTEL** déclarées d'intérêt public, c'est toute la médication des maladies coloniales d'origine arthritique et hépatique que **Vittel** offre à tous ceux qu'un séjour prolongé aux Colonies rend justiciables de sa cure.

La remarquable fraîcheur du climat vosgien, son action à la fois sédative et tonique, l'altitude moyenne de la région font de **Vittel** la station idéale pour les Coloniaux qui, en y soignant leurs reins et leur foie, y trouveront le repos, le calme, le sommeil et l'appétit nécessaires pour revigorer leur organisme fatigué.

Renseignements et brochure gratuite sur demande à Société Générale des Eaux Minérales de VITTEL (Vosges-France) (Service C. 45).

MIDI, 7 HEURES L'HEURE DU BERGER

LE LIVRE QUE VOUS DEVEZ POSSÉDER

L'Océanie Française

par Pierre BENOIT, de l'Académie française

un fort volume de 16 cm × 21 cm, illustré de 5 aquarelles reproduites en couleurs et de 100 photographies en héliogravure.

Franco : France et Colonies : Broché. 33 f. - Relié cuir. 64 f.

Etranger : — . 36 f. - — . 69 f.

Ce qu'en dit la presse coloniale :

- les réflexions sages, justes et émues de P. Benoit [Monde Colonial Illustré janvier 1934].
- les paysages les plus célèbres de l'Océanie (Ag. française et coloniale déc. 1933).
- un merveilleux voyage à travers les Iles (Journal des Coloniaux. 30-12-33).
- il faut rendre un vif hommage aux Editions Alpina pour la présentation de ce livre (L'Océanie française. Déc. 1933).

Adresser votre commande avec chèques ou mandats. (contre chèques postaux. Paris 1093-34) aux

EDITIONS ALPINA

2 Rue des Francs Bourgeois PARIS (8^e)

GRANDE

SOURCE

SOURCE

HEPAR

Les deux seules à **VITTEL** déclarées d'intérêt public.

ACTION ELECTIVE SUR

Le Rein

Goutte.
Gravelle.
Diabète.

Les Voies Biliaires

Coliques hépatiques.
Congestions du Foie.
Lithiase biliaire.

SAISON 20 MAI — 25 SEPTEMBRE.

Brochure gratuite sur demande à Société Générale des Eaux Minérales de VITTEL (Vosges-France) (Service C. 45.)

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

CALENDRIER POUR 1934

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Résumé mensuel des observations du mois de novembre 1933.

DATE	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE on millibars corrigé à 0° 1000 +				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millim. de mercure, heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. ce jour à 7 h. demain	INSOLATION	ÉVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en m/sec.						
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M+m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	7 H		12 H		17 H		
				m	M	m	M											direction	vitesse	direction	vitesse	direction	vitesse	
1	22.3	32.4	27.4	15.0	16.6	13.0	16.5	49	86	....	....	....	»	....	3.5	....	....	E	15	....	»	....	»
2	21.6	30.0	25.8	13.7	15.1	11.9	15.7	39	84	....	....	....	»	....	4.0	....	....	....	0	....	....	....	»
3	21.6	30.4	26.0	13.3	14.6	11.9	15.0	..	87	....	....	....	»	....	3.1	....	....	....	0	E	6	....	»
4	22.3	31.7	27.0	12.9	13.9	11.1	13.9	..	86	....	....	....	»	....	3.1	....	....	....	0	N	15	....	»
5	21.8	29.2	25.5	12.2	13.8	10.5	14.3	..	91	....	....	....	0.7	....	3.2	....	....	....	0	....	....	....	»
6	20.3	27.0	23.6	12.3	14.5	10.2	13.4	52	..	....	....	....	0.7	....	3.2	....	....	E	6	E	6	....	»
7	20.1	28.3	24.2	10.2	11.3	09.0	12.1	53	..	....	....	....	9.3	....	1.7	....	....	....	6	....	....	....	»
8	20.7	30.0	25.4	09.9	11.5	09.5	12.9	38	92	....	....	....	5.9	....	1.6	....	....	E	6	....	....	....	»
9	21.3	28.4	24.8	11.7	13.1	12.1	14.3	55	91	....	....	....	20.3	....	....	....	....	....	0	W	6	....	»
10	21.3	29.2	25.2	13.1	14.5	11.7	15.4	45	..	....	....	....	4.9	....	0.8	....	....	N	6	....	....	....	»
11	21.2	28.9	25.1	13.8	15.7	12.7	16.5	53	..	....	....	....	11.3	....	4.1	....	....	....	0	E	6	....	»
12	21.6	28.8	25.2	14.7	16.2	12.9	16.2	47	..	....	....	....	0.4	....	3.6	....	....	E	6	....	....	....	»
13	21.8	29.0	25.4	14.3	15.8	12.9	16.2	50	82	....	....	....	»	....	4.3	....	....	E	6	....	....	....	»
14	21.8	30.2	26.0	14.9	16.7	13.9	18.1	31	81	21.9	16.2	15.8	»	....	4.3	....	....	....	0	....	....	....	»
15	21.2	30.8	26.0	16.3	18.2	13.4	16.1	39	80	14.5	16.8	17.9	13.8	....	4.8	49.3	....	....	0	E	5	E	11
16	21.9	29.4	25.6	14.6	16.1	12.9	16.7	44	90	14.5	16.8	17.9	13.8	....	5.4	20.1	49.4	....	0	E	11	E	16
17	22.1	28.5	25.3	14.2	16.1	13.3	16.7	44	90	17.2	18.3	16.1	»	....	...	22.9	....	....	0	....	....	....	»
18	21.3	31.1	26.2	14.9	16.3	12.7	13.5	50	85	16.3	19.0	...	»	....	...	...	....	....	0	....	....	....	»
19	22.0	29.3	25.6	14.1	15.3	12.2	14.2	14.6	5.9	»	»
20	21.4	30.8	26.1	13.5	13.0	11.9	15.8	46	84	17.5	17.7	...	3.5	3.5	N	6	»
21	21.6	31.7	26.7	14.2	15.4	12.5	16.5	32	..	20.6	19.0	15.4	0.4	....	3.9	20.2	42.6	....	0	N-E	16	E	16
22	21.8	31.4	26.6	15.4	16.9	14.2	16.1	43	89	18.3	14.6	11.7	»	....	5.0	21.1	49.1	E	2	E	16	E	13
23	22.0	31.7	26.8	14.2	15.4	11.4	14.5	45	91	16.1	20.0	17.9	0.8	....	2.8	20.0	47.0	....	0	...	...	E	2
24	22.4	31.0	26.7	14.2	15.4	11.4	14.5	45	91	16.3	16.8	15.4	0.7	....	2.7	21.2	56.0	....	0	E	3	N	1
25	22.4	31.0	26.7	12.9	14.2	10.7	13.8	43	89	16.3	16.8	15.4	0.7	....	2.7	21.2	56.0	E	0	E	3	N	1
26	21.8	31.0	26.4	11.9	13.9	11.1	14.5	50	88	19.1	15.5	15.2	0.4	....	4.1	23.1	49.4	....	1	E	13	W	1
26	21.8	31.0	26.4	11.9	13.9	11.1	14.5	50	88	15.7	18.1	16.5	»	....	4.8	22.4	....	....	0	E	16	E	1
26	20.7	26.1	23.4	12.7	16.3	11.9	15.1	61	91	15.9	16.5	17.3	»	....	...	...	....	....	0	...	...	...	»
27	22.1	29.5	25.8	13.3	14.6	11.1	13.4	45	91	17.9	...	14.7	3.1	....	4.9	...	34.6	E	7	E	7	E	13
28	22.4	29.5	25.9	12.1	14.1	11.3	14.1	49	87	17.7	17.5	17.6	»	....	2.6	21.1	40.4	....	0	E	7	N	5
29	22.6	30.5	26.6	12.5	13.5	10.2	13.4	55	84	15.5	20.4	17.8	»	....	2.7	21.7	46.7	....	1	E	3	...	0
30	22.4	28.9	25.7	12.1	12.2	08.1	10.6	58	91	19.0	18.1	17.2	0.6	....	1.9	22.0	38.2	N-E	0	...	0	S-W	5
Total.	649.6	894.7	772.1	400.9	444.8	352.0	447.5	1.172	1.920	....	....	....	82.1	....	86.4	....	....	NOMBRE DE JOURS DE					
Moyenne	21.6	29.8	25.7	13.3	14.8	11.7	14.9	47 %	87 %	....	....	....	»	....	3.3	....	....	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		17	1	0	4	n. obs.	»	

Résumé des Observations Météorologiques du mois de novembre 1933 (suite).

DATES	HAMUTA à PIRAE (TAHITI) (SUITE)				PAPÉARI (TAHITI)	UTUROA (ILE RAIATEA) M. Jurd observateur				TUBUAI M. SÉVENIER		OBSERVATIONS	
	Nébulosité					Pluie en millimètres	TEMPÉRATURE EN degrés centigrades			Pluie en millimètres	Évaporation		Pluie en millimètres
	Maximum		Minimum				Minimum m	Maximum M	Moyenne 1/2 (M+m)				
	Valeur	Heure	Valeur	Heure									
1		"			8.0	23.2	30.2	26.7	G	3.1	28.0	Vent au sol : HAMUTA : Sur 55 observa- tions du vent au sol, la direction a été 5 fois N ; 2 fois NE ; 27 fois E ; 1 fois SW ; 2 fois W ; 18 fois calme. La vitesse a été 30 fois inférieure à 5 mètres par seconde ; 13 fois comprise entre 5 et 10 ; 7 fois comprise entre 10 et 15 ; 5 fois supérieure à 15 mètres par seconde.	
2					"	22.2	29.4	25.8	"	3.0	38.5		
3					"	22.2	30.2	26.2	"	2.8	40.6		
4					13.6	21.6	30.6	26.1	15.8	3.1	"		
5					1.9	23.6	29.2	26.4	12.5	2.5	"		
6					67.8	20.8	29.2	25.0	2.3	2.2	1.3		
7					0.6	22.0	29.2	25.6	G	1.8	"		
8					1.6	21.2	31.6	26.4	20.8	2.3	"		
9					4.9	21.5	30.0	25.7	8.3	1.5	0.2		
10					1.3	23.0	29.8	26.4	9.6	3.1	"		UTUROA : Sur 54 observations (7 et 16 heures) du vent au sol, la direction a été 5 fois NE ; 37 fois E ; 12 fois calme. La vitesse a été 30 fois inférieure à 5 mètres par se- conde ; 24 fois comprise entre 5 et 10.
11					Pluie. Grain 23 h. 30 (+0,3 ^{mm}).	"	23.2	30.0	26.6	35.4	2.6	"	
12					Pluie.	"	22.8	29.8	26.3	G	3.8	0.2	
13						1.5	24.0	30.0	27.0	0.2	4.2	"	
14	2	7	Tr	16		2.2	23.8	30.0	26.9	0.9	4.0	"	
15	8	16	Tr	7	Rosée. Pluie.	6.0	24.0	30.2	27.1	0.3	3.4	"	
16	9	7	2	17		0.5	23.0	30.5	26.8	0.5	3.3	19.0	
17	..		..		Grain 2 h. (+0,2 ^{mm}) (+1°).	"	24.0	29.8	26.9	2.1	2.0	"
18	..		..		Pluie.	18.7	22.8	31.0	26.9	15.6	2.8	"
19	..		..		Pl. Gr. 9 à 15 h. (+0,2 à +,4 ^{mm}).	11.9	23.4	30.0	26.7	"	3.5	"
20	2	7	Tr	12	Pluie.	0.8	25.0	31.8	28.4	2.2	4.7	12.0	
21	1	12	Tr	7, 16		"	22.8	31.2	27.0	"	5.0	2.8	
22	8	16	3	7	Rosée. Pluie.	"	25.0	31.0	28.0	"	3.8	2.9	
23	4	16	1	9 h. 30	Pluie.	0.1	23.6	30.0	26.8	25.5	1.8	"	
24	8	16	Tr	7	Pluie,	7.6	22.0	29.6	25.8	7.4	2.5	"	
25	10	16	8	7		11.8	22.8	29.4	26.1	42.6	2.1	2.2	
26	..		..		Gr. 4 à 16 h. (+0,4 à + 1,5 ^{mm}).	19.9	22.2	29.4	25.8	2.1	2.0	20.5
27	10	7 à 14	8	7	Pluie.	8.2	24.0	30.6	27.3	0.6	3.8	38.2	
28	10	10	Tr	20	Tonn. 10 h. 30. Halo lunaire 20 h.	0.7	24.4	29.0	26.7	44.4	1.1	"	
29	10	16	Tr	8		2.6	22.2	31.6	26.9	G	2.1	"	
30	10		10		Rosée. Pluie.	46.2	22.2	29.0	25.6	20.7	1.7	"	
					"	"	"	"	"	"	"		
Total						238.4	688.5	903.3	795.9	269.8	85.6	176.4	
moyenne						(1)	22.9	30.1	26.5	"	2.8		

(1) Les observations de Papeari sont dues à l'obligeance de M. Harrison W. SMITH.

Le Chef du Service Météorologique,

J. RAVET,